



Défendre l'eau, c'est défendre la terre et la vie

Bulletin du WRM 262

Septembre 2022

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION: L'eau et la terre : une trame de vie indissociable.....	2
Les communautés quilombola récupèrent leurs terres et leur eau après 40 ans de monoculture d'eucalyptus au Brésil.....	5
Plantations de palmiers à huile et accaparement de l'eau : Côte-d'Ivoire et Gabon.....	14
Pérou : Contre la dévastation du territoire et des droits autochtones par les compagnies pétrolières, le sens des rivières.....	20
Lutter pour ne pas sombrer : les habitants de l'île de Pari, en Indonésie, luttent contre l'injustice.....	27
« Sans eau, il n'y a pas de vie » :.....	32
Les rivières de l'Amazonie bolivienne.....	32
De l'Asie à l'Afrique : l'expansion tentaculaire des plantations de palmiers à huile épuise les ressources en eau des communautés.....	37
Eau, extractivisme et minéraux critiques au Brésil : quelques réflexions.....	42
RECOMMANDATIONS.....	47
Tables rondes sur la justice de l'eau en Afrique du Sud.....	47
Femmes et luttes pour la justice de l'eau en Afrique.....	47
L'agrobusiness industriel assèche les terres africaines.....	47
Une entreprise colombienne d'huile de palme visée par une enquête pour avoir pollué des rivières.....	47

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes :

Deux militants quilombolas de Sapê do Norte, dans l'État d'Espírito Santo, Brésil ; des villageois de la communauté Yaproko en Côte d'Ivoire et de quatre villages au Gabon ; la plateforme des peuples autochtones d'Amazonie unis pour la défense de leurs territoires (PUINAMUDT) au Pérou ; un cinéaste de France-Bolivie ; GRAIN et KRuHA, Indonésie ; professeur associé à l'Université fédérale de Juiz de Fora, Brésil, et membres du Secrétariat international du WRM.

NOTRE OPINION

L'eau et la terre : une trame de vie indissociable

Derrière chaque accaparement de terres, se cache aussi un accaparement de l'eau. La terre et l'eau sont interdépendantes et inséparables, et l'eau, en ce sens, est un aspect essentiel de la terre et de la vie. Elle s'écoule, se transforme, nourrit et se nourrit d'autres cycles de vie. L'eau occupe donc une place essentielle dans les luttes des communautés.

Tout au long de sa chaîne d'extraction, de production et de distribution, chaque « produit de base » dissimule de nombreuses histoires de spoliation et de destruction. Qu'il s'agisse de minéraux ou de pétrole, de caoutchouc ou d'huile de palme, de bois à pâte ou de carton, et de nos jours, même des crédits de compensation carbone, d'eau et de biodiversité, tous sont liés à la violence et à la spoliation. Tous ont un lien avec l'accaparement de terres communautaires, et souvent aussi avec la pollution des terres, de l'eau et de l'air. La terre, en particulier pour les communautés forestières et paysannes, représente bien plus que ce que l'on peut voir au premier abord. S'emparer de leurs terres et de l'eau qui alimente ces terres, c'est aussi s'emparer de leurs souvenirs, de leurs histoires, de leurs racines et de leurs liens. La terre et l'eau sont interdépendantes et inséparables, et l'eau, en ce sens, est un aspect essentiel de la terre et de la vie. Elle s'écoule, se transforme, nourrit et se nourrit d'autres cycles de vie. L'eau occupe donc une place essentielle dans les luttes des communautés.

Les conséquences de l'empoisonnement et/ou du pillage de l'eau se font sentir sur les systèmes de vie abondants qui dépendent des nombreuses sources d'eau et des territoires qu'elles font vivre. Les opérations extractives, les sites de production et les corridors de transport affectent donc des zones bien plus vastes que les territoires occupés par ces activités polluantes elles-mêmes. Leur impact sur la vie et les communautés va donc bien au-delà des sites d'exploitation, de production et de transport.

Derrière chaque accaparement de terres, il y a aussi un accaparement de l'eau, comme le souligne Tom Goldtooth de l'Indigenous Environmental Network, faisant référence aux impacts des projets forestiers de compensation carbone appelés REDD+ :

« On ne nous a pas seulement pris notre terre, nos arbres, notre eau, nos montagnes et nos prairies, on nous a aussi pris notre identité. C'est le remplacement de nos cérémonies traditionnelles autochtones par le christianisme, c'est notre langue qui a été prise. Cela s'accompagne littéralement du viol de nos enfants, du traumatisme historique qui est documenté au Canada dans les pensionnats fondés par l'Église. C'est un problème grave. »

[15 ans de REDD : Un système fondamentalement vicié](#)

Leonardo Tello Imaina, de Radio Ucamará à Nauta, Loreto, Pérou, parle de la menace que fait peser la « voie navigable amazonienne » (Amazon Waterway) sur les peuples autochtones Kukuma. La « voie navigable amazonienne » est un mégaprojet visant à relier les cours d'eau du bassin amazonien aux marchés de capitaux.

« Le fleuve, ou le “grand serpent”, ne peut être considéré comme une voie fixe ; il change et échange constamment avec la forêt et ses nombreux systèmes vivants. [...] Le fond de la rivière est très important pour les esprits qui vivent dans l’eau, comme le “purawa” (serpent), ou le “karuara” — les personnes qui vivent dans les profondeurs de la rivière, après avoir été emporté/es par les esprits de l’eau. Ceux et celles qui sont partis vivre dans le monde de l’eau communiquent à travers les rêves avec leurs familles qui vivent dans le monde terrestre. Les mares formées le long des rivières qui permettent à l’eau de créer des méandres en serpentant sont le lieu de vie de nos ancêtres. En ce sens, les Kukama ont une relation personnelle et profonde avec les rivières. »

[Article du Bulletin WRM 244, 2019](#)

Maria Helena, membre du village autochtone Tupinikim de Pau-Brasil, à Espírito Santo, au Brésil, souligne les impacts sur l’eau des plantations industrielles d’eucalyptus et, en particulier, son importance pour les relations communautaires, notamment pour les femmes :

« Et quand il y avait encore une rivière ici, les femmes prenaient leurs paquets de linge... et c’était comme une fête au bord de la rivière, avec toutes les femmes qui faisaient leur lessive. C’était surtout le samedi, et pour celles qui avaient le temps, en semaine. C’était une corvée de moins, car il y avait toute cette eau dans la rivière, et tout était plus facile. [...] Les problèmes ont empiré lorsque toute cette opération a commencé, lorsque les eucalyptus sont arrivés et ont commencé à aspirer toute l’eau de la rivière jusqu’à ce qu’elle arrive au point où elle en est aujourd’hui. »

[Article du Bulletin WRM 128, 2008](#)

La pollution de l’eau a également un impact dévastateur sur les communautés qui luttent contre les plantations industrielles de palmiers à huile et de bois d’œuvre en Indonésie. « Mama Na », qui participe à la lutte contre les plantations industrielles de palmiers à huile à Kampung Subur, dans la régence de Boven Digul, en Papouasie, en Indonésie, explique :

« L’eau est polluée. Il y a des poissons morts partout dans les rivières Bian et Digul. Lorsque l’entreprise est arrivée dans la région, elle a construit un hôpital, l’hôpital Korindo. C’est une « maison des malades » au sens propre (en bahasa indonésien, Rumah Sakit, signifie « maison des malades »), car l’entreprise est venue nous rendre malades. La pollution s’enfoncé dans le sous-sol, dans l’eau. Les dégâts s’enfoncent sous terre, dans l’eau. Alors les poissons meurent. Lorsque nous utilisons l’eau pour la cuisson, la casserole est huileuse. Depuis que l’entreprise est arrivée, nous avons l’impression d’avoir perdu notre culture. Nous n’avons plus nos traditions. »

[Article du Bulletin WRM 253, 2021](#)

Une femme de la communauté Fulwaripara dans l’État du Chhattisgarh, dans le centre de l’Inde, où de nombreuses communautés vivent avec les forêts et font face à des menaces d’expulsion en raison de zones de conservation telles que les réserves de tigres, réfléchit à la façon dont l’accès de la communauté à l’eau, et en conséquence la vie communautaire, ont changé en raison à la fois du changement climatique et des restrictions imposées par une aire protégée de conservation :

« La saison de la mousson était bonne à cette époque, il y avait beaucoup de pluie. Mais maintenant, les barrages sont arrivés et ils ne permettent pas à l’eau d’aller jusqu’à l’océan. En conséquence, il y a de moins en moins de vagues, ce qui réduit la pression de la marée et les précipitations. Grâce à l’océan, l’eau monte et ensuite la pluie tombe. Avec les pluies, beaucoup de poissons, de crabes et de serpents

apparaissaient. Nous nous souvenons d'avoir joué avec des serpents qui se répandaient partout dans le pays avec les pluies incessantes. [...] De nos jours, il n'y a même plus beaucoup d'eau dans les étangs. »

[Article du Bulletin WRM 242, 2019](#)

Une gardienne des lagunes de Cajamarca, au Pérou, revient sur la résistance, principalement menée par des femmes, contre une société minière qui voulait s'emparer des ressources en eau et des territoires de la communauté :

« Aux moments forts de la résistance, nous nous levions à 3 heures du matin, nous parcourions les hameaux pour convoquer les gens à la marche, plus tard nous allions chercher des vivres dont nous faisions don les marchés et les magasins solidaires. Une fois les marches lancées, nous avons mis en place des soupes populaires communes, personne ne restait sans nourriture. Certains d'entre nous se mettaient au premier rang ; nous faisons face à la répression en chantant nos chansons. Malgré la fatigue, malgré les coups, souvent malgré les cris de nos maris ou l'incompréhension de la famille. Nous luttons pour l'eau qui est la vie, pour nos enfants, pour les enfants de nos enfants. »

[Article du Bulletin WRM 211, 2015](#)

Ce bulletin met en avant des expériences de communautés luttant contre le pillage de leur eau. Il rapporte des témoignages du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Pérou, de la Bolivie, du Brésil et de l'Indonésie ; des témoignages qui soulignent à quel point l'eau et son contrôle communautaire sont vitaux et intrinsèques à leurs luttes pour la terre et la vie.

Les communautés quilombola récupèrent leurs terres et leur eau après 40 ans de monoculture d'eucalyptus au Brésil

Les communautés Quilombola de Sapê do Norte, au Brésil, subissent un processus violent avec l'expansion de la monoculture d'eucalyptus à grande échelle. Après de nombreuses difficultés, elles ont entamé un processus pour récupérer leur eau et leurs terres. Et la lutte pour reprendre ce qui leur appartient se poursuit. Le WRM s'est entretenu avec deux activistes quilombolas pour réfléchir à ce processus de résistance difficile mais fertile.

Le territoire quilombola (1) de Sapê do Norte, dans l'État d'Espírito Santo, au Brésil, occupait une vaste zone dans les municipalités actuelles de São Mateus et Conceição da Barra. Environ 12000 familles vivaient dans cette zone. Celles qui sont restées sont réparties entre 34 communautés reconnues par la Fondation Culturelle Palmares, tout en sachant que beaucoup d'autres sont encore en situation d'invisibilité, ne se bénéficiant pas du certificat d'auto-reconnaissance.

Ces communautés ont été expulsées de leurs territoires traditionnels par un violent processus de colonisation parrainé par l'État puis, dans les années 1970, par l'arrivée de l'entreprise Aracruz Celulose (connue ensuite sous le nom de Fibria, et aujourd'hui Suzano) et l'expansion de sa monoculture d'eucalyptus à grande échelle. Avec l'appui de l'État, et au nom du "développement", les communautés ont été contraintes de se déplacer à la périphérie des villes de la région. D'autres se sont vues encerclées par les plantations d'eucalyptus.

Faisant face aux difficultés quotidiennes, les quilombolas continuent de lutter contre les différentes formes de violence auxquelles ces communautés sont confrontées. En 2007, elles ont entamé un processus collectif pour reprendre leur eau, leurs cultures et leur vie communautaire. Aujourd'hui, cela fait 15 ans qu'elles ont réussi à reprendre une partie de leurs terres, à Sapê do Norte. Et la lutte pour reprendre ce qui leur appartient continue.

Le Mouvement Mondial en faveur des Forêts Tropicales (WRM) s'est entretenu avec **Flávia, de la communauté Angelim II**, femme, mère et activiste quilombola, et **João de Angelim**, également activiste quilombola, agro-écologiste et chercheur quilombola. Leurs paroles et leur expérience acquise dans la lutte pour reprendre possession de leurs terres nous transmettent de nombreux enseignements et réflexions sur le processus difficile, mais fertile, de résistance des communautés quilombolas dans le territoire de Sapê do Norte.

WRM: Comment a débuté l'histoire des reprises de possession à Sapê do Norte?

João: Les communautés Quilombola résistent depuis des années. D'abord, avec l'arrivée de l'eucalyptus dans la région, s'est initiée une lutte légale pour récupérer le territoire, par le biais d'études et de rapports techniques qui assureraient à la communauté la récupération d'une partie

de son territoire dont elle s'est vue brutalement dessaisie. Les années ont passé et nous n'avons vu aucun débouché. Nous avons conclu qu'il serait nécessaire de prendre certaines mesures, de forcer, de pointer du doigt certains endroits qui démontreraient de façon plus explicite que quelque chose de mauvais s'était produit à cet endroit, lorsque la société de pâte à papier est arrivée et a pris possession des terres.

Puis, par le biais de la Commission Quilombola, qui compte des représentants de chaque communauté, ainsi que d'autres mouvements sociaux ayant une plus grande expérience de l'occupation des terres comme le MST [Mouvement des Travailleurs Sans Terre], les premières réunions ont eu lieu. Et c'est là que les reprises de possession ont commencé. La première a eu lieu en 2007, à Linharinho, dans le but de récupérer l'eau, la nourriture et le sol. Cette communauté revendique aujourd'hui 3 500 hectares de terres.

Or, il est important de considérer la reprise de possession dans un contexte de réparation sociale et environnementale qui n'a jamais eu lieu. Combien de personnes sont mortes parce qu'elles ont été expulsées de Sapê do Norte ? L'État brésilien se doit de donner les titres de propriété aux communautés quilombolas, qui sont beaucoup plus étendues que les terres qui sont en cours d'être reprises. Je pense que ce serait là la vraie justice. Cela ne compensera pas toutes ces années écoulées, mais ouvrira le chemin à une possible alternative, pour nous, ici, dans l'avenir. Si vous possédez les terres, vous êtes libre. On ne peut plus laisser Suzano détruire le Sapê do Norte, ni aucune autre région.

Flávia: La première reprise de possession dans le territoire de Sapê do Norte, dans la communauté de Linharinho, a été très difficile. C'était la première fois que nous décidions et disions : "Écoutez, si l'État ne nous livre pas, ne nous rend pas nos terres, nous allons entamer un processus de reprise de possession".

Nous avons une excellente organisation, avec des conseillers juridiques et le soutien de nos partenaires. Mais, nous nous sommes retrouvés, à la fin, sous les fourgons et les chiens de la police... ça a été très difficile. Nous avons résisté aussi longtemps que possible, et, Dieu merci, nous n'avons perdu personne. L'État, sous forme de la police, est arrivé en force, armé, et nombreux des nôtres ont été arrêtés.

Après cette expérience nous avons passé une période sans procéder à de nouvelles reprises.

En 2010, il y a eu la reprise de possession à São Domingos et Angelim I. Plus récemment, nous avons des reprises de possession dans le bassin d'Angelim, d'Angelim 2, Angelim 3 et Angelim Disa - Angelim est une rivière qui donne son nom aux communautés. Même si la police se présente, nous nous arrangeons aujourd'hui pour que la force armée ne vienne pas. Nous sommes mieux préparés et nous avons un réseau de partenaires qui font leur part pour nous soutenir. Nous parvenons à éviter d'être criminalisés dans les reprises que nous réalisons.

WRM: Et comment vous vous organisez, avant et après les reprises ?

Flávia : Dans le Sapê do Norte, nous avons la Commission Quilombola, avec des représentants de chaque communauté. Tous les mois nous nous réunissons. Lorsque nous allons faire une reprise de possession tout est organisé là-bas, avec toutes les communautés de soutien. Nous dressons une liste des entités qui nous soutiennent et toutes sont informées, nous demandons également, toujours, un avis juridique.

Aujourd'hui, nous avons connaissance de nos droits et nous sommes en mesure d'avoir le même dialogue qu'un avocat. Malgré cela, lorsque nous arrivons là-bas, sur le terrain, les préjugés des policiers font qu'ils n'acceptent pas qu'une quilombola comme moi puisse établir ce dialogue. Ils demandent toujours un avocat. Souvent, l'avocat n'est là que pour y être, mais ceux qui établissent véritablement ce dialogue c'est bien nous, les quilombolas, nous qui avons ce vécu et qui connaissons nos droits. Aujourd'hui, nous avons des avocats qui nous défendent merveilleusement, bec et ongles, qui sont avec nous depuis longtemps. Ils sont toujours à nos côtés. Nous incitons à l'action les mouvements, des conseils et du secrétariat des droits de l'homme - bien que nous ne voyons pas beaucoup d'action de la part du secrétariat.

C'est ainsi que tous les mouvements sont mis au courant de ce qu'il va y avoir une certaine action dans telle ou telle communauté, à telle ou telle heure, et tout le monde reste en alerte. Ceux qui peuvent venir, ils viennent ; ceux qui ne peuvent pas, nous soutiennent sur place.

Et il y a aussi une organisation initiale au moment de la reprise de possession. Quiconque le peut, emmène des plants, des graines, tout ce qui peut contribuer à ce que nous puissions véritablement occuper cet espace qui est inoccupé ou qui est couvert d'eucalyptus. Et nous organisons également des plaques d'identification du territoire pour délimiter l'espace, avec les références des procès, avec des articles de la loi qui nous donnent le droit à la terre. La reprise de possession est une journée tendue, de dur labeur, jusqu'à l'arrivée de la police. Bien sûr, il n'y a pas de reprise de possession sans la police. Commencent alors les processus de négociation, qui, Dieu merci, nous sommes en train de les gagner tous, et la police part.

La communauté qui fera la reprise de possession devra être bien mobilisée et articulée de sorte qu'il y ait des gens sur place tous les jours, qui veilleront, travailleront, pour que le lendemain les gens ne viennent pas détruire tout ce qui a été fait le premier jour. La reprise d'Angelim II a eu lieu le 19 décembre 2020.

João: La reprise de possession à Linharinho a connu une répression très rapide. On n'a pas eu l'occasion d'ensemencer. Puis, nous avons passé trois ans à réfléchir à une stratégie capable de matérialiser la reprise de possession sur le plus long terme afin qu'elle devienne permanente. Alors, en 2010, la reprise a eu lieu dans deux communautés : São Domingos et Angelim I, un mois plus tard.

La stratégie mise en place dans Angelim I était celle de ne pas y rester. Nous entrions, plantions et sortions. Ce qui s'est passé dans cette première zone, c'est qu'elle a duré. Il n'y a pas eu

d'interruption policière, pas d'isolement de la zone, nous avons réussi à créer des voies et des manœuvres par le biais du dialogue direct et d'autres stratégies de résistance. À São Domingos, la stratégie a été la même. Au fil du temps, nous avons pu retirer les eucalyptus et planté des cultures vivrières tournées vers l'alimentation qui s'adaptaient mieux à la situation du sol.

WRM: Comment l'eau est devenue si importante pour votre lutte?

João: Dans l'une des enquêtes menées par le mouvement quilombola en 2002, ici à Sapê do Norte, il a été révélé la disparition d'environ 200 cours d'eau et zones humides dans la région. Souvent, les gens n'avaient même pas d'eau à boire.

Dans la reprise d'Angelim I, nous avons fait une action près d'une zone humide. Ensuite, en 2014 et 2015, nous avons connu une période très sèche. Nous sommes retournés dans la zone humide en question, où les eucalyptus étaient en recul, mais pas suffisamment. Les gens ont commencé à enlever les eucalyptus. À partir de ce moment, la région a pris une forme différente. La pluie tombait, le sol est devenu plus humide et a laissé pousser de nouvelles cultures.

À partir de là nous avons commencé à observer ce qui se passait dans la région : là où les personnes se trouvaient, les sources d'eau étaient régénérées, l'eau avait commencé à occuper les points qui s'étaient asséchés. L'un des exemples les plus clairs est le cours d'eau nommé Córrego da Velha Antônia, qui avait disparu et dont nous avons déjà réussi à récupérer une partie. Cela est pour nous très gratifiant. Les plans d'eau intègrent plus d'eau et le volume est significativement plus important ; ceci est le résultat des reprises de possession, avec plus de quatre cents familles autour de ces plans d'eau et leur action de retirer les eucalyptus.

Ce petit exemple nous a permis de voir comment l'eau a jailli, ce qui ne s'était pas produit depuis de nombreuses années. Également nous avons pu observer des gens qui pêchaient, dans un endroit où il n'y avait pas de poissons, des poissons ont commencé à apparaître. Vous pouviez commencer à naviguer dans un endroit où il n'y avait plus d'eau. Nous parlons d'un ruisseau, mais il y a des centaines de ruisseaux et de rivières touchés ici dans la région. Vous pouvez alors imaginer combien il y avait de l'abondance avant l'arrivée des eucalyptus.

En d'autres mots, le gros problème ici c'est bien la monoculture d'eucalyptus, c'est elle qui est à l'origine du manque d'eau ; le fait que les rivières n'ont pas d'eau.

La question de l'eau est incommensurable, nous la considérons comme le principal lien qui nous unit tous ici.

Flávia: En fait, tout ce que nous avons ici sur le territoire était la terre, l'eau et la forêt. C'était tout ce que nous avons pour survivre. Nous n'avons pas d'autre moyen de survie. Nous avons l'habitude de dire que la forêt est notre mère et que la rivière est notre père. Ce sont eux qui nous ont toujours alimentés. J'ai connu la rivière lorsqu'elle était encore très poissonneuse, nous

arrivions à extraire encore des lianes de la forêt, mais aujourd'hui notre plus grande difficulté dans tout le territoire de Sapê do Norte est le manque d'eau.

Angelim 2 comptait 105 familles, aujourd'hui il n'en compte plus que 40. Dès leur arrivée, les entreprises ont coupé tous les arbres de la forêt, et peu après est venue la plantation d'eucalyptus. L'eau et les poissons ont commencé à diminuer et à mourir à cause de l'empoisonnement. Les sources d'eau ont commencé à se tarir.

Les monocultures d'eucalyptus épuisent l'eau des ruisseaux et cet espace est par la suite utilisé pour planter davantage d'eucalyptus, en se rapprochant de la source d'eau, jusqu'à l'assèchement complet de la source. Il y a aussi la question des barrages, qui sont toujours construits en amont de nos communautés, laissant les ruisseaux en aval sans eau. Durant les périodes trop sèches, ils sont calcinés et se transforment en terre. Quant aux eucalyptus, ils les approvisionnent en eau par camion-citerne. Ils vont jusqu'aux barrages, remplissent les camions-citernes et arrosent ainsi les eucalyptus, les plants d'eucalyptus. C'est pour cela qu'ils endiguent : pour avoir de l'eau en abondance toute l'année.

Nous n'avons même pas d'eau à boire, c'est inhumain. Lorsque je me trouve au sein d'espaces reliés à l'État, où sont représentés des organismes environnementaux et même le gouvernement actuel, j'ai l'habitude de dire qu'il est honteux de laisser plus de mille familles sans eau à boire sur un territoire.

Le manque d'eau nous met dans une situation très difficile. Une partie de la communauté est approvisionnée par un camion-citerne envoyé par la municipalité, mais ils ne semblent pas considérer l'alternative de faire reculer les eucalyptus, de les mettre à distance des sources d'eau et de réduire le poison (pour que nous ayons accès à de l'eau propre), au lieu de passer des années et des années à nous approvisionner avec des camions-citernes.

Dans la communauté d'Angelim 1, Angelim 2 et Angelim 3, rien qu'en réalisant la reprise de possession et en faisant reculer l'eucalyptus, nous n'avons même pas eu besoin d'effectuer un travail afin de récupérer les sources, car nous ne pourrions pas toutes les récupérer en si peu de temps. Nous effectuons des travaux de récupération dans certaines sources plus stratégiques afin d'accélérer le processus. Mais juste en faisant reculer les eucalyptus, l'eau recommence à jaillir. C'est incroyable. Des sources d'eau qui n'avaient plus rien il y a un an, ont à nouveau de l'eau. Cela prouve que ce qui assèche nos sources, c'est l'eucalyptus, même s'il est dit que non, que l'eucalyptus est une plante comme les autres. Est-ce vrai ? Oui, mais il s'agit d'une monoculture. S'il y avait de la diversité, peut-être qu'elle n'attirerait pas la sécheresse comme c'est le cas aujourd'hui.

WRM : Dans ce processus de reprises de possession, est-ce que le soutien des mouvements et organisations de la région ainsi que de leurs alliés internationaux a été important ?

Flávia: Très important. Nous avons toujours eu cette vision. Quand nous sommes seuls, l'entreprise nous attaque en force, ils sont très violents. Or, comme ils ont, disent-ils, "un nom, un prestige à défendre", ils finissent par se rendre compte que nous ne sommes pas seuls, et ils préfèrent donc maintenir le dialogue.

Aujourd'hui, ils ont même une autre façon de s'adresser à nous car ils se rendent compte que nous ne sommes pas seuls. Et lorsqu'ils s'assoient à la table de négociation, ils disent que nous sommes les truculents. C'est toujours comme ça. Mais le soutien des communautés et des personnes extérieures à Sapê do Norte est essentiel. Nous sommes dans un processus de sauvegarde du réseau, nous sommes côte à côte avec chaque mouvement. Nous devons être main dans la main avec tout le monde pour ne jamais être seuls.

João: La lutte quilombola vient déjà comme une lutte interreliée; une lutte de dénonciations, de partenaires. La lutte quilombola de Sapê do Norte est connue au niveau international. Les alliances que nous avons eues au niveau national et international ont été très importantes afin de renforcer notre cause, même si les reprises de possession sont autogérées, qu'elles ont le pouvoir de décider ce qu'elles font, ce qu'elles vont planter et manger. Tout cela est en train de se produire grâce à ce front de défense partant des droits de l'homme, de la FASE (Fédération des Organismes d'Assistance Sociale et Educative) de l'Espírito Santo, qui a toujours été notre partenaire, des mouvements sociaux sans-terre, du MST (Mouvement des Sans Terre) – grâce à tous les réseaux auquel il est relié, au Réseau Alerte contre le Désert Vert, au WRM et à de nombreux autres groupes partenaires dans les réseaux latino-américains. Nous essayons de nous articuler de manière à toujours ressentir la douleur de l'autre, à être en connaissance de ce qui est sur le point de se produire dans nos territoires.

Ils ont essayé de nous mettre à distance, maintenant nous voulons nous rapprocher, être près de la rivière et récupérer la forêt qu'ils nous ont prise. La relation était si intime et si précieuse que les lieux avaient des noms et étaient respectés symboliquement. Aujourd'hui, on parle de protection des forêts, de zones de réserve légales, de Zones de Préservation Permanente (APP), mais ce n'est pas suffisant ni comparable à ce qu'étaient les vraies forêts.

WRM: Quels ont été les véritables défis de cette lutte?

Flávia: En tant que femme, les défis sont nombreux. Une femme est une militante, une mère, une femme au foyer. Dans mon cas, j'ai deux enfants, et c'était beaucoup plus difficile parce que je venais d'accoucher. Mon garçon avait quatre mois quand nous avons dû faire la reprise de possession. Je suis une leader de première ligne, je dépends de l'appui du groupe. Mais ils n'ont confiance que si je suis parmi eux. Je devais être là, alors mon fils et moi avons participé à toutes les reprises. C'est épuisant, nous souffrons à chaque fois. Et ceci pas à cause de la communauté, parce que la communauté nous offre tout son soutien, si nous avons un enfant, tout le monde l'accueille.

En tant que femme, noire, quilombola, paysanne et pauvre, nous sommes également victimes des préjugés. L'entreprise nous sous-estime en permanence. Ils pensent que cette femme qu'ils ont en face d'eux n'a pas la capacité de s'engager dans un processus de négociation, alors nous devons leur prouver en permanence qui est cette femme, afin qu'ils ne nous sous-estiment pas ou qu'ils n'essaient même pas d'attaquer la communauté par la force. Le préjugé est très flagrant. Le jour où un camarade a été bousculé, poussé, je leur ai demandé d'imaginer une situation où c'était lui qui les aurait bousculés [eux, les employés de Suzano, tous blancs], où il serait maintenant. Il serait en prison, c'est sûr. Mais comme c'est un homme blanc qui bouscule un homme noir, non : ils "s'excusent" et disent "qu'il faut maintenir le dialogue". Auraient-ils dialogué avec nous à ce moment-là si c'était l'inverse ? Nous devons résister en permanence, être tout le temps en alerte.

Une autre chose qui me rend très inquiète, ce sont les menaces. J'ai toujours peur, ici dans notre territoire. En raison également du mouvement en faveur des droits de l'homme, toute la coordination se préoccupe particulièrement de moi, c'est une question de vie ou de mort. Ici, il n'y a pas de signal téléphonique, je n'ai internet que lorsque je suis à l'intérieur de la maison. Si je sors, personne ne saura où je suis. Je prends toujours soin de ne pas sortir seule, de ne pas sortir la nuit, de ne pas laisser les enfants seuls à la maison. C'est très difficile d'étudier, je sors le soir pour aller à l'université et comment puis-je rentrer à la maison si je ne peux pas marcher la nuit ? C'est tout un processus que j'essaie encore de gérer.

João: La société est toujours à la recherche d'une ruse. À chaque fois que nous faisons une reprise, l'entreprise venait au-devant de la scène en proposant un projet ou des programmes pour détourner l'attention. Ce refroidissement par rapport au combat a eu lieu souvent. Ils finissaient, durant la même période, par coopter des quilombolas, des leaders, en les employant, leur apportant des programmes, en disant qu'ils seraient plus utiles pour la communauté.

Ce qui s'est passé avec certaines reprises de possession, c'est que, dès que les zones ont été consolidées, des personnes non-quilombolas sont arrivées et, par un moyen ou un autre, ont fini par y entrer. Et, bien souvent, parce qu'ils ne comprenaient pas la lutte pour le territoire et la lutte quilombola, ils ont fini par créer un dialogue tordu et par embrouiller le processus. Nous avons eu beaucoup de difficultés à cet égard. Récemment, en 2020, nous avons subi une attaque, une invasion massive sur le territoire des communautés, par des groupes organisés non-quilombolas. Il était nécessaire de prendre une attitude, parce qu'ils avaient commencé à nommer les localités et à s'approprier de notre récit - comme s'ils étaient nous - et à nommer certaines localités comme des zones de reprise de possession. C'était un peu dangereux. Nous avons dû faire attention à distinguer les reprises de possession qui ont joui de la participation et un peu de la philosophie de notre mouvement. À la fin ces personnes ont dû partir.

Sauvegarder les reprises de possession a également été un défi en raison de leur invisibilité au sein des politiques publiques. Si nous sommes dans une condition d'autogestion, nous n'aurons pas le soutien des politiques publiques, nous n'aurons le soutien de presque personne. Nous sommes en contact avec les agriculteurs, avec les quilombolas qui sont sur le terrain, et tout ce qui se fait c'est le résultat d'un effort direct de leur part. Et cela a été le grand différentiel, il permet

d'"extraire le lait de la pierre", de là où l'on disait qu'il ne sortirait pas. Il est possible de retrouver de l'eau là où il n'y en avait plus, d'avoir de la nourriture là où il n'y en avait pas, d'avoir des forêts, d'avoir plus d'animaux là où il y en avait beaucoup avant.

Un autre défi c'est la capacité de l'eucalyptus à repousser : elle est gigantesque. En dix ans, nous avons des endroits où on n'a toujours pas réussi à expulser les résidus. Ces plus de 40 ans d'utilisation abusive des machines lourdes, de centaines de kilos de glyphosate, de tonnes de matériel chimique jetées en amont des sources, dans les eaux, nous ont laissé un sol en très mauvais état. Nous devons régénérer, récupérer [le sol]. De cette façon, l'agroforesterie a toujours fait partie de la vie des quilombos. Mais pour régénérer, il faut comprendre le lieu, aller à la recherche de son ancestralité, voir ce qui est lié à l'environnement et ce qui ne l'est pas. Savoir ce qu'il faut planter, savoir ce qu'il faut laisser pousser.

WRM: Quels sont les conseils que vous donneriez à d'autres peuples qui sont en train de faire face au même processus de reprise de la terre et de l'eau ?

Flávia: Ici, au Brésil, je pense que nous ne pouvons pas obtenir de terres si nous ne faisons pas de reprise de possession. Donc, la première chose : il faut reprendre la terre. Mais pour reprendre la terre, il faut un minimum d'organisation pour ne pas finir par essayer sans succès. Nous avons besoin d'être connectés, de nous mettre en réseau, même si c'est en dehors de l'État, en dehors du pays. Il est très important d'avoir un réseau de soutien, un contact avec le Bureau du Procureur Fédéral, avec le bureau du Défenseur Public de l'État, avec les conseils des droits de l'homme, car ce sont les institutions de l'État, par le biais desquelles nous pouvons obtenir un soutien juridique. Il est également très important de prendre soin de la vie de nos défenseurs.

Et ne jamais renoncer, d'accord ? Parce que si nous abandonnons les processus de lutte en faveur de nos droits, d'une manière ou d'une autre, nous allons mourir. Si nous ne devenons pas des défenseurs, nous serons de toute façon abattus parce que nous sommes noirs, ou nous allons mourir de faim parce que nous n'avons rien à manger, ou nous allons mourir de froid parce que nous n'avons nulle part où vivre. Nous devons rester connectés en permanence et essayer de rester en vie. La priorité c'est la vie, ne pas renoncer et le réseautage. La solidarité est très importante.

João: Ne pas arrêter de planter, ne pas arrêter d'y croire, continuer. À tout moment il y aura des difficultés, mais lorsqu'il y a une source d'eau qui a besoin d'aide, on ne peut pas rester dans le discours. Une action est nécessaire. On ne peut pas attendre à ce qu'une décision soit prise par la plume d'un juge, parce qu'il ne sent pas sur sa peau comment ceux d'en bas sont contaminés.

Les reprises de possession sont une réalité aujourd'hui, et tout comme nous avons osé le faire, nous devons oser les sauvegarder. Le temps qui s'est écoulé nous a permis de réfléchir et de mieux appréhender la situation. Il n'est pas facile de comprendre un isolement de plus de 40 ans, sans accès à la terre. Et lorsqu'enfin cette possibilité s'ouvre, il est normal que des crises et des confusions surgissent. Les reprises de possession nous l'ont appris et je leur suis très

reconnaissant pour avoir aujourd'hui une meilleure compréhension de ce grand plan qui a fonctionné et qui nous montre que c'est bien là la voie à suivre.

Je pense que le plus important est d'avoir brisé le silence qui régnait au sein des plantations d'eucalyptus, étouffant les communautés qui étaient isolées là-bas. Ce silence a été rompu, un silence qui empêchait la communauté d'entrer ou de traverser une partie d'une zone d'eucalyptus pour se rendre à un ruisseau sans craindre la surveillance – une crainte qu'elle a toujours, mais d'antan le contrôle était beaucoup plus important. Ainsi, ce silence est rompu et les relations communautaires reprennent.

Ma vision c'est que les terres des peuples du monde entier, de nos frères indigènes, des communautés tribales de chaque pays, doivent s'unir et chercher à être forts ensemble. Nous traversons et traverserons toujours des moments difficiles, mais notre grand ennemi, ce sont les grands projets qui viennent occuper les terres, les eaux ; qui viennent tuer nos peuples. Alors, avant tout il s'agit donc de l'union et de l'action locale. Tous les jours, si possible.

(1) Les communautés quilombolas sont celles formées par les descendants des africains qui ont été soumis à l'esclavage et qui se sont enfuis pour fonder des noyaux de résistance et de vie en communauté, les nommés *quilombos* dans le Brésil colonial et impérial.

Plantations de palmiers à huile et accaparement de l'eau : Côte-d'Ivoire et Gabon

La production industrielle d'huile de palme en Afrique occidentale et centrale est principalement contrôlée par cinq multinationales et pourraient conduire à une expansion continue. Les plantations accaparent de vastes étendues de terre. La terre et l'eau sont interdépendantes et pourtant la crise de l'eau n'existerait pas si les entreprises n'avaient pas pris les terres des communautés.

La production industrielle d'huile de palme en Afrique occidentale et centrale est principalement contrôlée par cinq sociétés : Socfin, Wilmar, Olam, Siat et Straight KKM (anciennement Feronia). Ces multinationales contrôlent environ 67 % de la superficie des plantations industrielles de palmiers à huile mises en place avec des investissements étrangers et pourraient conduire à une expansion continue. (1) L'établissement de leurs plantations industrielles a été associé à de nombreux impacts sur les populations et les territoires.

L'impact sur la disponibilité de l'eau pour les communautés qui vivent dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile est systématique et dramatique. Il devient de plus en plus évident avec les nombreux témoignages des communautés sur la pénurie d'eau et la pollution de l'eau.

Les plantations industrielles se traduisent souvent par la disparition de lacs, de sources ou de cours d'eau, ce qui affecte directement les moyens de subsistance et le bien-être des communautés. L'eau potable devient rare ou inexistante. En outre, l'utilisation intensive de produits chimiques dans les plantations et les usines de transformation entraîne une forte pollution des ressources en eau qui restent disponibles, ce qui pose un risque sanitaire grave pour la population, les travailleurs et toutes les formes de vie dans ces zones. Cela met également en péril la souveraineté alimentaire locale, car l'accès à l'eau pour les cultures devient de plus en plus difficile, ainsi que pour la pêche et l'eau potable pour le bétail. En conséquence, ce sont souvent les femmes et les filles qui sont obligées de parcourir de plus longues distances à pied pour aller chercher l'eau potable. Non seulement cela augmente fortement leur charge de travail, mais cela les expose également à des risques de violence sexuelle et de harcèlement pendant les trajets à pied.

Les plantations de palmiers à huile accaparent systématiquement les ressources des communautés et des forêts. La terre et l'eau sont interdépendantes et ne peuvent être séparées. La crise de l'eau n'existerait pas si les entreprises n'avaient pas pris les terres des communautés. Pour elles, il n'y a donc qu'un mouvement de résistance unique : revendiquer leurs territoires, avec tout ce qui leur appartient.

Une filiale de Wilmar en Côte-d'Ivoire PalmCi

Wilmar International, multinationale présente en Asie et en Afrique et premier négociant d'huile de palme au monde, dispose d'une superficie plantée totale déclarée de 232 053 hectares dans le cadre de son segment plantations de palmiers à huile et raffinage de sucre sur les deux continents. La société possède directement trois raffineries d'huile de palme en Afrique, ainsi que huit raffineries indirectement par l'intermédiaire de ses sociétés associées. En Côte d'Ivoire, Wilmar s'approvisionne en huile de palme auprès du groupe SIFCA, détenu à 27 % par Wilmar et bénéficiant de son soutien. Pour sa part le groupe SIFCA gère ses activités de plantation de palmiers à huile dans ce pays dans le cadre de PalmCi, qui dispose de 9 361 hectares de surfaces plantées dans le département d'Aboisso.

Yaproko est un petit village situé à environ 50 km d'Aboisso. Pour entrer dans le village, il faut passer un portail contrôlé par le personnel de sécurité de l'entreprise. Pour atteindre le village en voiture, le principal itinéraire fait passer le portail et continuer sur les routes à l'intérieur des plantations de PalmCi.

En 2020, un article du Bulletin WRM a alerté sur la situation catastrophique que vivent les habitants de Yaproko depuis des années en ce qui concerne l'accès à l'eau. (2) Une femme expliquait alors : « *La situation dans laquelle nous vivons dure depuis des décennies, et personne ne fait rien. [...] Le pire dans tout cela, c'est l'eau que PalmCi nous fournit une ou deux fois par semaine, car cela divise le village pour la distribution. L'eau, qui arrive dans des camions-citernes très sales, n'est pas utilisable : après avoir fait notre toilette avec, on a des démangeaisons sur tout le corps. C'est ce même camion-citerne qui approvisionne en eau les plantations. [...] Quand il pleut, tout le village se réjouit, car les femmes vont chercher l'eau de pluie pour le ménage et d'autres usages. La vie quotidienne des villageois de Yapokro est préoccupante.* »

En 2022, WRM s'est rendu à Yaproko et s'est entretenu avec des villageois. Les gens ont dit qu'il y avait de la forêt partout dans cette zone jusqu'au jour où des agents forestiers sont arrivés et ont abattu toute la forêt, à l'exception d'une petite partie qui a été laissée à la communauté. Ensuite, Sodepalm (aujourd'hui PalmCi) est arrivée et a installé les plantations, encerclant Yaproko avec ses plantations. Et c'est à ce moment-là que tous les problèmes et conflits ont commencé.

Les villageois ont expliqué qu'ils demandent depuis longtemps que PalmCi fournisse de l'eau potable dans la mesure où la rivière est polluée. PalmCi a commencé à fournir de l'eau dans des citernes, mais les gens avaient de nombreux problèmes de peau lorsqu'ils utilisaient cette eau, en partie parce que l'entreprise ne nettoyait pas régulièrement les citernes. Malgré plusieurs demandes exigeant la construction d'un château d'eau, la communauté attend toujours. Lors des discussions qui ont eu lieu pendant la visite à Yapokro, il est apparu clairement que cette crise fondamentale reste insupportable pour les communautés.

Par ailleurs, les femmes se disent menacées et arrêtées lorsqu'elles entrent dans les plantations pour ramasser des champignons et des noix laissées après la récolte. Lorsqu'un membre de la famille vient leur rendre visite, les femmes ne peuvent pas offrir de noix de palme en cadeau, car les visiteurs risquent d'être arrêtés et harcelés par les agents de sécurité. Cela signifie également

que les femmes ne peuvent pas vendre l'huile traditionnelle qu'elles produisent dans les villages ou les marchés locaux. Les femmes de Yapoko sont confrontées à une violence structurelle. La crise de l'eau ne fait qu'aggraver leur situation désastreuse.

Les villageois ont raconté comment, lorsque des représentants du gouvernement sont venus à Yapoko, ils leur ont offert un verre d'eau pour se rafraîchir ; voyant la couleur et sentant l'odeur, ils ont refusé et ont fait toutes sortes de promesses pour résoudre les problèmes en matière d'eau. Les promesses ont néanmoins été oubliées dès que ces responsables ont quitté le village.

La multinationale Olam au Gabon

Au Gabon, un partenariat public-privé réunissant la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais a commencé en 2012 à mettre en place des plantations industrielles sur des terres reçues gratuitement du gouvernement. Les activités de l'entreprise sont liées à la déforestation et à des conflits fonciers sur ses concessions de palmiers à huile, d'hévéa et de bois d'œuvre. Un rapport WRM de 2020 a mis en évidence la façon dont l'entreprise se dissimule derrière de fausses déclarations de « déforestation zéro » tout en négligeant les droits des communautés.

Des villages comme Mbadi, Sanga, Mboukou, Rembo et Mounigou ont été particulièrement touchés par la mise en place de la vaste plantation industrielle d'OLAM. Malgré la résistance locale, l'entreprise a étendu ses cultures de palmiers à huile jusqu'à 200 mètres des fermes des villageois, clôturant presque les villages. Cette expansion est particulièrement inquiétante compte tenu de l'utilisation massive de pesticides dangereux dans les plantations. Ces produits chimiques se sont répandus dans les terres communautaires environnantes, contaminant ainsi les petites exploitations agricoles. (3)

Déjà, en 2018, un article du Bulletin WRM alertait sur la difficile situation du village de Sanga en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. (4) La principale source d'eau du village, située à environ 50 mètres des maisons, est polluée du fait de l'avancée des plantations. En réponse aux plaintes des villageois, OLAM a construit un puits à proximité de la source d'eau polluée, qui est alimenté par la même nappe phréatique contaminée. Les gens utilisent l'eau des marécages pour divers besoins de base, notamment pour la boisson, la pêche et l'assainissement. En raison de l'expansion de la plantation, des cours d'eau ont été remblayés pour permettre la culture du palmier à huile. En plus d'entraver l'accès des communautés locales aux bassins versants et de fermer l'accès aux lacs. Les femmes ont été particulièrement touchées puisque la pêche, une activité traditionnelle importante, a été particulièrement affectée par la modification du débit des cours d'eau par l'entreprise.

Les villageois riverains des plantations d'Olam au Gabon ont témoigné en juillet 2022 de leur situation actuelle concernant la qualité et la disponibilité de l'eau. Voici leurs témoignages :

Un membre du village Boungounga, a expliqué : « Nous avons constaté que l'eau de la rivière OVigui a changé de goût, qu'elle est polluée et que même le poisson a changé. Les poissons ne durent même pas deux jours ; ils passent une nuit et le lendemain matin ils se transforment en pâte. Nous sommes obligés de nous déplacer, peut-être jusqu'à 4 km, pour arriver à une autre rivière. Nous ne pouvons plus vivre de la rivière OVigui. Nous avons envoyé une réclamation à l'entreprise par rapport à ce problème d'eau. Nous attendons de voir s'il y aura des actions parce qu'ils nous ont promis... mais avec eux, c'est toujours des promesses. En attendant, nous continuons à souffrir. »

Un membre du village de Yamba, a déclaré : « Depuis que nous étions là-bas, nous vivions de nos lacs, de nos forêts, des fruits. Nous étions bien ; nous n'avions aucune difficulté. L'entreprise a passé des contrats sociaux avec les villageois, mais jusqu'à aujourd'hui, cela n'a jamais été respecté et nous attendons toujours. Ils ne font que des promesses. OLAM a asséché nos lacs, où nous avons l'habitude de pêcher. L'entreprise veut nous faire croire qu'ils n'ont pas asséché nos étangs, mais nous habitons là et nous connaissons tous les étangs qui existaient. Chaque étang dans la zone de Yamba porte un nom. Ils ont asséché plusieurs étangs. De plus, avec les produits chimiques qu'OLAM utilise pour ses palmiers, les poissons n'arrivent plus à subsister dans les lacs restants. C'est pareil dans nos rivières. La quantité et la qualité du poisson que nous avons sont perdues, car l'eau est polluée. Les jours où on va pêcher, c'est difficile d'avoir la quantité de poisson qu'on avait avant. Le poisson, en ce moment, ne vit plus dans la rivière Yamba.

L'année dernière, lorsque nous sommes allés faire une partie de pêche avec nos grands frères pendant les vacances, j'ai ressenti les effets des produits chimiques utilisés par OLAM. Je me suis assis sur les bancs de sable au bord de la rivière, et 30 minutes plus tard, j'ai senti que mes fesses picotaient beaucoup et j'ai dû me tremper dans l'eau. J'ai essayé de laver le pantalon et les collants que je portais, mais ça n'a pas marché. Le lendemain, je me suis retrouvé avec les fesses gonflées. Vous voyez, même s'asseoir au bord de la rivière pose problème. Boire de l'eau pose problème. L'eau est très sale, elle a une autre couleur. Je sais que pour avoir une eau de bonne qualité, il faut aller après les plantations d'OLAM. Mais pour traverser jusqu'à la prochaine source d'eau, c'est vraiment difficile. Alors le village vit une agonie... l'eau est polluée. »

Un membre du village de Mandji a expliqué : « L'eau ici, au lac Mangui, n'est pas potable du tout. L'eau de la rivière OVigui, ils la font passer par une motopompe. Elle arrive dans une réserve et dans la réserve, ils mettent des produits pour pouvoir blanchir cette eau afin qu'elle puisse être consommée. Mais elle n'est pas du tout potable. Quand on se lave avec cette eau, ça démange, on a des boutons sur la peau, il y en a qui ont la diarrhée en buvant cette eau, certains enfants tombent malades. Ceux qui n'en ont pas les moyens doivent utiliser cette eau pour boire et cuisiner. Quand les gens le peuvent, ils utilisent l'eau à Ouanza ou Keyua. « Mais ce n'est pas la joie ici, l'eau n'est pas potable du tout. »

Un habitant du site Mbadi d'OLAM, qui se trouve à Moutassou, a expliqué : « En fait, tous les sites d'OLAM sont confrontés à un problème d'eau. L'eau qu'on nous donne, celle qui est dans nos maisons, avec laquelle nous sommes censés nous laver, consommer et faire toutes les tâches ménagères, n'est pas du tout potable. Si on se lave avec, sans la chauffer, cela donne des boutons, des démangeaisons sur le corps. Ce sont les femmes qui sont les plus exposées. Si les gens venaient visiter les sites d'OLAM pour faire

examiner les femmes, notamment avec des analyses d'urine, alors les résultats seraient catastrophiques, ce serait un désastre. Beaucoup de femmes ont des infections dont elles se plaignent tout le temps : mycoses, douleurs dans le bas-ventre, dans le bassin... et c'est dû à quoi tout ça ? À l'eau.

OLAM ne reconnaît jamais rien. C'est nous qui sommes les cobayes, qui souffrons, qui tombons malades avec l'eau qu'ils nous donnent. Ils nous demandent d'aller faire des analyses approfondies et de leur apporter la preuve que c'est l'eau qui nous rend malades. Chaque fois que je vais faire des examens médicaux, il y a toujours une infection. C'est vraiment pénible. Du coup, les familles sont obligées d'aller du côté Sanga, MBadi ou encore Mouila, pour avoir de l'eau potable à consommer. Mais certains n'ont pas le choix, n'ont pas les moyens d'aller tout le temps puiser de l'eau dans les villages voisins ou à Mouila, ils sont obligés de boire cette eau, malheureusement. Et vous pouvez facilement en voir beaucoup qui ont la peau abîmée, pleine de boutons, de mycoses, de gale...

C'est la même situation dans le village de Ferra. Premièrement, la pompe à eau est abîmée à cause du pompage continu non seulement des riverains, mais aussi d'autres qui viennent en masse, avec plein de bidons pour avoir de l'eau potable, vous pouvez imaginer. Pour obtenir qu'elle soit réparée, nous sommes obligés de menacer et crier sur tout le monde... C'est vraiment compliqué. Ferra est situé en amont de la rivière Rembo. Les examens effectués sur l'eau de cette rivière ont confirmé la présence de produits chimiques, ce que nous ne savions pas auparavant. Donc la rivière Rembo est aussi polluée, ce n'est plus de l'eau potable. La situation de notre lac sacré Banfoubou est une véritable catastrophe ! Il a été pollué dès l'époque de la pépinière [de l'entreprise de palmiers à huile], lorsque l'eau de la pépinière s'écoulait directement dans le lac. Nous n'avons plus le lac sacré, la plupart des lacs ont été asséchés, les marécages ont aussi été asséchés. Nous n'avons presque plus rien. Le problème de l'eau détruit de nombreuses rivières... et des villages.

De plus, les tuyaux qui traversent les plantations évacuent les déchets de l'usine, et ça pue ! Personne ne peut rester longtemps, il y a trop de mouches. Avec les grosses pluies, cette eau va se retrouver dans le cours inférieur du fleuve, là où nous plaçons la motopompe qui alimente toute la ville de Mouila. Il y aura encore une autre crise de l'eau. Compte tenu de cette situation, comment cela se passera-t-il pendant la saison des pluies ? Comment allons-nous protéger notre peau ? Qu'est-ce qui va se passer pour nos enfants ? Pour notre santé ? Nous ne nous sentons pas en sécurité. »

Par ailleurs, la communauté d'Iroungou a alerté au début de 2022 sur la terrible situation à laquelle elle était confrontée en raison de la pollution de ses ressources en eau, quand les gens ont « constaté avec stupéfaction que depuis plusieurs jours l'eau de la rivière était devenue noire de poissons morts et dégageait une odeur désagréable. » (5) L'ONG Muysy a donc effectué une visite pour observer et prélever de l'eau dans la rivière Iroungou en avril 2022. L'ONG a informé Olam dans une lettre que la pollution des eaux de la rivière Iroungou est due à de « l'eau provenant d'un canal menant à un bassin de rétention d'eau de l'usine Olam Palm Gabon ; ainsi que [du] remblayage (non préconisé par le plan d'aménagement) d'un ancien étang du village d'Iroungou ». L'étang était utilisé par la communauté pour la pêche. Par ailleurs, la lettre précise que « le remblayage de la mare par Olam Palm Gabon a été effectué après que la population a remarqué les

cadavres de poissons, crevettes. [...] De plus, ces travaux de terrassement avaient été réalisés à l'insu de ces populations. »

Il est essentiel de soutenir la résistance des communautés confrontées aux plantations de palmiers à huile qui veulent récupérer leurs terres – et avec elles leur eau, leurs communautés et leurs vies ! La résistance a été fructueuse. L'opposition des communautés à l'expansion des plantations de palmiers à huile est l'une des raisons pour lesquelles les entreprises ne se sont pas développées aussi rapidement qu'elles l'avaient initialement prévu. Au moins 27 projets, couvrant 1,37 million d'hectares, ont échoué lors des négociations ou ont été abandonnés entre 2008 et 2019. Résister à l'accapement des terres et de l'eau est une lutte unie ! (6) L'une des raisons du retard, de l'échec ou de l'abandon des plans d'expansion est la résistance des communautés. (7)

La crise de l'eau, à laquelle sont confrontées ces communautés et d'autres qui résistent aux plantations de palmiers à huile, n'existerait pas si leurs terres ne leur avaient pas été retirées. Résister à l'accapement des terres et de l'eau n'est qu'une seule et même lutte !

(1) Chain Reaction Research, African Oil Palm Expansion Slows, Reputation Risks Remain for FMCGs, March 2022, <https://chainreactionresearch.com/wp-content/uploads/2022/03/African-Oil-Palm-Expansion-Slows-Reputation-Risks-Remain-for-FMCGs.pdf>

(2) Bulletin WRM 250, Communautés d'Afrique résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile, même en temps de Covid-19, 2020, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/communautes-dafrique-resistent-aux-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-meme-en-temps-de-covid>

(3) Oakland Institute, Drying Out African Lands Expansion of Large-Scale Agriculture Threatens Access to Water in Africa, 2022, <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/drying-out-african-lands.pdf>

(4) Bulletin WRM 240, Gabon : Les plantations industrielles de palmiers à huile d'OLAM privent la communauté de Sanga de l'accès à une eau potable, 2018, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/gabon-les-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-dolam-privent-la-communaute-de-sanga-de-lacces>

(5) Muyissi Environnement, Compte Rendu d'Observation Indépendante, Gabon, 2019 ; Muyissi Environnement, Dénonciation d'un enfouissement de fertilisant (NPK), Gabon, 2019; et ONG L'Bemboudie, Réclamation des analyses des eaux de la rivière Ovigi, Gabon, 2021.

(6) Idem (1)

(7) En Afrique, les communautés résistent à l'accapement des terres destinées à la production d'huile de palme, 2019, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/en-afrique-les-communautes-resistent-a-laccapement-des-terres-destinees-a-la-production-dhuile-de-palme>

Pérou : Contre la dévastation du territoire et des droits autochtones par les compagnies pétrolières, le sens des rivières

Les communautés autochtones touchées par la pollution de l'industrie pétrolière perdent également leur accès à de l'eau propre pour leur consommation et leur utilisation. Dans le nord de l'Amazonie péruvienne, une centaine de communautés autochtones et leurs fédérations sont engagées depuis onze ans dans une lutte unie, constante et coordonnée pour la défense de leurs territoires et de leurs rivières.

L'eau n'est pas seulement de l'eau. On réduit souvent l'importance de l'eau à sa valeur commerciale et à son utilisation en tant que ressource naturelle, c'est-à-dire à son utilisation économique. Cette approche réductionniste réifie les différentes portées, relations et possibilités vitales de l'eau. En outre, cette approche considère la nature comme s'il s'agissait d'un entrepôt inépuisable, d'un fournisseur éternel de biens, d'une nature-machine, d'une chose isolée qui n'a pas de vie.

Les peuples autochtones nous offrent des visions, des moyens et des horizons différents pour établir des relations plus interconnectées, saines et pertinentes avec la nature et l'eau.

La sage du peuple Awajún, Irma Tuesta, nous dit : « Notre territoire est lié à tout, parce que tout a une vie pour nous, tout a une mère : l'eau, l'air, la montagne, la terre, les pierres, la colline, les oiseaux, les animaux, les plantes » (1). Pour elle, la nature est une unité vitale, un ensemble de vie composé de différents maillons de la vie. La « vie » doit ici être comprise non seulement au sens de « force » ou d'« énergie » dans les êtres organiques, mais aussi comme une activité continue, comme un parcours vécu, comme une histoire, comme une expérience vécue de la vie.

« Le territoire est notre vie, et tout ce qui concerne le territoire, nos connaissances, nos savoirs, nous le racontons à nos enfants en le transmettant par le biais d'histoires, de poèmes, de chansons, et en protégeant notre territoire, » poursuit Irma.

Les derniers mots de cette citation éclairent davantage le concept. Le territoire (c'est-à-dire les rivières et la forêt dans son ensemble) est la vie même des peuples autochtones ; c'est le lieu où sont produites et contenues leurs connaissances, leur mémoire, leur existence. Leur vie *est* leur territoire. L'*apu* (chef autochtone) Alfonso López du peuple kukama, président de la fédération ACODECOSPAT, qui représente 63 communautés kukama des bassins des rivières Marañón et Ucayali et du fleuve Amazone au Pérou, déclare : « le territoire est en nous, nous sommes le territoire, on cesse d'être autochtone quand on se détache de son territoire, quand on n'a plus de relation avec son espace naturel, on cesse de se sentir autochtone quand on cesse de sentir la puissance de sa nature, la puissance des esprits des plantes qui vous nourrissent [...], mais comment être capable de voir si tout est malade, comment être capable de regarder l'avenir avec

clarté si elles nous rendent malades, si elles nous détruisent, et seulement pour chercher des ressources économiques ». (2)

La norme ne couvre pas la plénitude, mais elle a de la substance

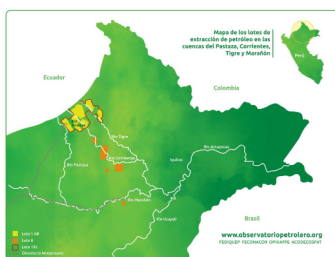
Différents organismes multilatéraux existent pour garantir l'accès à l'eau en tant que droit humain et protéger les territoires des peuples autochtones. L'ONU reconnaît l'accès à l'eau comme un droit humain depuis 2010. Pour sa part, la Convention n° 169 de l'OIT, qui a un statut constitutionnel au Pérou, indique que les États doivent adopter des mesures spéciales ou établir des garanties pour protéger et préserver les territoires habités par les peuples autochtones, dans le but de garantir leurs cultures, leurs connaissances, leur capacité de production, entre autres. Il existe également un grand nombre d'autres références et de jurisprudences internationales sur le même sujet.

Au Pérou, depuis 2017, la loi n° 50588 reconnaît constitutionnellement le droit d'accès à l'eau. Cette loi ne privilégie que la consommation humaine d'eau par rapport à d'autres usages ; cependant, l'accès à l'eau y constitue un point de départ pour l'accès à d'autres droits, tel que « la dignité, le libre développement de la personnalité, l'environnement, le travail, l'identité, entre autres. » (3)

Mais l'État péruvien ne respecte pas ses propres règles et ne fait pas grand-chose pour remédier à la violation de ce droit. Selon le ministère de la Culture (4), 54 % de la population autochtone amazonienne n'a pas accès à l'eau par le biais d'un système public. Si cette estimation nous semble prudente, le rapport du ministère souligne qu'il existe un écart important par rapport à la population hispanophone, dont seuls 11 % n'ont pas accès à ce service.

De son côté, la Defensoría del Pueblo (Bureau du médiateur) du Pérou a publié en 2018 un rapport (5) sur la situation sanitaire des communautés autochtones des peuples quechua, achuar, kichwa et kukama des bassins des rivières Pastaza, Corrientes, Tigre et Marañón, respectivement. Le document indique : « En ce qui concerne l'accès à l'eau potable pour la consommation humaine, la situation est encore pire. Dans les districts d'Andoas, de Pastaza, d'Urarinas, de Trompeteros et de Parinari, de 97 % et 99 % des foyers interrogés consomment de l'eau non traitée. Par ailleurs, ce taux atteint au moins 66 % et 82 % dans les districts de Tigre et de Nauta ». Dans son rapport, le Bureau du médiateur reconnaît que cette situation grave expose la population à des conditions qui augmentent leur risque de développer des problèmes de santé.

L'attention que porte le Bureau du médiateur aux districts susmentionnés n'est pas fortuite, car ces derniers abritent des rivières et des communautés autochtones touchées par des activités pétrolières depuis le début des années 1970 : lots pétroliers 192 (ancien lot 1AB) et 8, ainsi que l'oléoduc Norperuano, qui traverse le nord de l'Amazonie et les montagnes andines, jusqu'à atteindre un port sur la côte nord où le pétrole est vendu.



Près d'une centaine de communautés dans les zones affectées de l'Amazonie, et leurs fédérations autochtones FEDIQUEP, FECONACOR, OPIKAFPE et ACODECOSPAT, sont engagées dans une lutte unie et articulée depuis onze ans. (6) Cette lutte, articulée dans la plateforme PUINAMUDT (Peuples autochtones de l'Amazonie unis dans la défense de leurs territoires), a établi un programme politique et technique qui a servi à forcer l'État à prendre des mesures spéciales pour combattre la crise de la pollution pétrolière et la violation des droits dans la région.

Bien que certaines mesures aient été prises pour résoudre le problème, les actions entreprises par les autorités ont été insuffisantes, avec une mise en œuvre très inégale et plusieurs conflits récurrents. Parallèlement à ce processus, ni l'activité pétrolière ni ses impacts négatifs n'ont cessé. Les dégâts s'accumulent et se propagent impassiblement.

Le lot 192 (en exploitation depuis les années 1970) a été concédé à la société Pluspetrol de 2000 à 2015 avant d'être cédé à la société Frontera Energy del Perú S.A., dont le contrat a expiré en février 2021. Aujourd'hui, ce lot attend le redémarrage des opérations. Le lot 8 (également en exploitation depuis les années 1970) est exploité par Pluspetrol depuis 1996 et la concession court jusqu'en 2024. Le siège social de Pluspetrol est officiellement établi aux Pays-Bas, ce qui a permis à la société d'échapper aux impôts sur les bénéfices qu'elle tire de l'extraction du pétrole au Pérou et ailleurs. Frontera Energy Corp. est une société publique canadienne active dans plusieurs pays d'Amérique du Sud.

Un cercle vicieux : chaîne de violations, de mauvais traitements et de préjudices

Il y a quelques semaines, le 7 juin 2022, une marée noire a été signalée dans la communauté autochtone urarina appelée La Petrolera. Cette communauté se trouve dans la région de Loreto, dans le nord de l'Amazonie péruvienne, sur les rives de la rivière Patoyacu, un affluent de la rivière Chambira, qui est elle-même un affluent de la rivière Marañón. Pour s'y rendre, il faut voyager par voie fluviale pendant au moins deux jours dans un bateau performant. En canoë (bateau traditionnel), le voyage peut prendre de 3 à 4 jours.

Les autorités de la communauté qui ont signalé la découverte n'ont pas été en mesure d'estimer la quantité de pétrole déversée, mais ont exigé des mesures de nettoyage immédiates de la part de la société Pluspetrol, qui exploite le lot 8, une importante zone pétrolière du Pérou.

Deux semaines plus tard, le dimanche 18 juin, Pluspetrol n'étant pas intervenu à temps, le pétrole s'est déversé dans les eaux de la rivière Patoyacu, source d'eau, de pêche et de loisirs pour la communauté. « Cela fait plusieurs jours que nous leur disons de ramasser le pétrole brut et ils ne l'ont pas fait, c'est nous qui avons prévenu les autorités du déversement, c'est notre territoire qui est touché », a déclaré l'*apu* de la communauté, Robles Pisco, aux médias. (7) Les photos partagées par la communauté et diffusées sur les réseaux sociaux montraient également des poissons touchés par le déversement.

Au début du mois de juillet, la marée noire n'avait toujours pas fait l'objet d'un traitement adéquat. (8) La communauté continue à ce jour à exiger que l'État déclare l'état d'urgence dans la zone en raison des mesures urgentes requises. « Nous souffrons tous de maux de tête et de vomissements, le personnel de l'entreprise est également malade. Ils l'ont eux-mêmes déclaré », a récemment indiqué Robles Pisco. Mais les autorités et l'entreprise brillent par leur silence et leur absence ; l'État a seulement envoyé des délégations pour surveiller la zone.

La tragédie survenue dans la communauté de La Petrolera n'est pas un cas isolé. Ce n'est pas la première fois qu'une marée noire se produit sur le territoire de communautés autochtones. Selon les informations recueillies par la plateforme PUINAMUDT et le CAAAP (Centre amazonien d'anthropologie et d'application pratique), dans le Lot 8, les autorités environnementales ont enregistré 181 déversements de pétrole survenus entre 1998 et 2020. Ils comptent également plus de 670 sites contaminés nécessitant une réhabilitation environnementale. Bien que depuis 2020 la société Pluspetrol ait cessé ses opérations (9), les déversements de pétrole continuent et s'accumulent, endommageant le territoire et la vie des communautés.

Un cas similaire existe dans les zones forestières du bloc 192, également situé dans la région de Loreto. Selon les autorités environnementales, il y a plus de 1119 sites pollués dans ce Lot. (10) De mars 2021 à avril 2022, pas moins de 35 déversements ont été signalés. La communauté kichwa 12 de Octubre présente un triste exemple de ce qui se passe dans la région : en cette année 2022, deux déversements de pétrole ont été signalés dans leur communauté. Les communautés autochtones touchées ont dénoncé le problème devant la justice (11).

Grâce aux dénonciations faites par des organisations autochtones telles que FEDIQUEP, FECONACOR, OPIKAFPE et ACODECOSPAT au cours des dix dernières années, la grave crise environnementale et sociale que connaissent les territoires autochtones à la suite des déversements de pétrole en Amazonie péruvienne est devenue évidente, affectant, dans la plupart des cas, diverses sources d'eau qui sont une source de vie pour les forêts et leurs populations autochtones.

Zúñiga et León ont systématisé les informations (12) sur les déversements d'hydrocarbures en Amazonie péruvienne, et ont établi que de 2000 à 2019, les autorités environnementales ont enregistré un total de 474 déversements provenant d'infrastructures pétrolières. D'autre part, de 1974 à 2009, le volume total cumulé d'eaux de production pétrolière déversées dans les rivières, les sols et les zones humides du nord de l'Amazonie péruvienne a atteint 7,09 milliards de barils. Ces

eaux de production contenaient des milliers de tonnes de différents composés chimiques hautement toxiques. (13) Il convient de souligner que l'État péruvien dispose d'informations officielles sur cette contamination depuis au moins le début des années 1980, date à laquelle ont été relevés les premiers cas de présence de plomb dans les sédiments, l'eau et les espèces animales consommées comme nourriture dans les communautés autochtones achuars du bassin du fleuve Corrientes. (14)

Naviguer sur le long chemin de la justice et des réparations

La situation critique dans ces territoires a une longue histoire et n'est pas nouvelle pour les autorités du Pérou. Cependant, le gouvernement actuel n'agit pas de manière décisive et ne mène pas d'actions ou de politiques efficaces pour la réparation ou les garanties nécessaires aux droits des peuples autochtones. « Avec toutes ces preuves, nous avons dit : ça suffit, nos propres gouvernements nous tuent, ils ne respectent pas nos droits », a déclaré l'*apu* Aurelio Chino Dahua, président de la FEDIQUEP, lors d'un événement en Colombie avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur les substances toxiques et les droits de l'homme (15).

Ce n'est qu'après d'incessantes mobilisations sociales, des plaintes collectives, des procédures judiciaires et d'innombrables réunions que l'État péruvien a daigné prendre quelques mesures pour résoudre le problème. Face à l'inefficacité des gouvernements en place, ce sont les communautés et leurs organisations qui ont proposé le programme de travail. En 2015, les organisations regroupées au sein de la plateforme PUINAMUDT ont signé des accords qui établissent des actions concrètes, des budgets et des délais pour répondre aux problèmes d'environnement, de santé, d'accès à une eau propre à la consommation humaine, entre autres. La même année, l'État a repris ce programme en signant une convention.

Dans le cadre de ce programme, des études ont été menées qui ont mesuré les niveaux élevés de contamination dans l'eau et le sol. En 2016, le ministère de la Santé a mené la première étude toxicologique et épidémiologique dans la région. (16) Cette étude publiée en 2019 a montré que 57 % des échantillons chez les adultes et 49 % des échantillons chez les enfants dépassaient les seuils de plomb selon la norme internationale. En même temps, presque un tiers des personnes échantillonnées avaient des taux d'arsenic (28 %) et de mercure (26 %) supérieurs à la limite autorisée au Pérou.

L'ASIS (Analyse de la situation sanitaire), une étude ultérieure menée dans la région, montre que « l'accès à un service public d'eau potable dans les communautés des quatre bassins et de la rivière Chambira est précaire et déficient [...] 56 % ont déclaré consommer l'eau de la rivière même s'ils percevaient qu'elle est contaminée ».

Jusqu'à présent, l'État n'a pas respecté les accords conclus, y compris ceux concernant l'eau. Ainsi, il ne remplit pas ses obligations en vertu des instruments internationaux et de la Constitution politique du Pérou.

Un rapport qui sera bientôt publié par la plateforme PUINAMUDT (17) a indiqué que, lorsque l'État a mis en œuvre des actions liées à cet engagement (installation de systèmes d'eau ou d'assainissement dans les communautés, par exemple), cela s'est fait « sans tenir compte de l'autonomie et de l'institutionnalité autochtones, et en ignorant ses propres lignes directrices et sa méthodologie de mise en œuvre, selon lesquelles il doit tenir compte des différences culturelles et des expériences des peuples autochtones, ainsi que des caractéristiques particulières des territoires ». Dans certains cas, il y a même eu des cas graves de corruption au sein de la fonction publique dans la réalisation des projets, ou de criminalisation injustifiée des autorités communautaires.

À ce jour, aucun des engagements pris en 2015 n'a été pleinement mis en œuvre.

Malgré cette situation critique, les communautés et les organisations autochtones restent déterminées à défendre la vie, le territoire et leurs droits. Elles mènent cette lutte à contre-courant. Le 15 juillet 2022, le président de la fédération FEDIQUEP, lors d'une rencontre avec la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a dénoncé la négligence de l'État à l'égard d'un Plan de santé spécial pour plus de 500 communautés autochtones, mais que le gouvernement du président Pedro Castillo ne veut pas approuver depuis plus de sept mois.

Tel est l'engagement déficient du gouvernement actuel envers les droits des peuples autochtones, un gouvernement qui se dit de gauche. Il est clair que cette position est identique à celle des gouvernements précédents qui étaient ouvertement néolibéraux. Face à cela, les organisations et les peuples autochtones tiennent leurs lances bien haut. C'est la constance et le sens des rivières qui guident la défense de la vie en Amazonie péruvienne.

Renato Pita Zilbert,
communicateur, plateforme PUINAMUDT
Juillet 2022

(1) Divers auteurs. (2020) *¿Cómo entendemos nuestros derechos?* Webinaire : Cycle de causeries sur les droits des peuples autochtones. Visión Amazonía, Perú Equidad, Caaap, Coordinadora Nacional de Derechos Humanos, IWGIA, NICFI. Lima, Pérou.

(2) Alfonso López, dans Foro Público « A 30 años del Convenio 169 ¿Cuál es la situación de los pueblos indígenas en el Perú? » (2019). Universidad Ruiz de Montoya, Lima. Transcription par David Díaz Ávalos.

(3) Cacñahuaray, Ruth. « El acceso al agua potable en las comunidades indígenas del Perú en el marco de estado de emergencia nacional. » *Revista Eurolatinoamericana de Derecho Administrativo*, vol. 7, no 2, pp. 261-277, 2020. Universidad Nacional del Litoral.

(4) Pérou, Ministerio de Cultura, Indicadores – Servicio de agua, 2018, https://bdpi.cultura.gob.pe/sites/default/files/archivos/paginas_internas/items/Acceso%20a%20agua%20alcantarillado%20electricidad%20enaho%202018.pdf

(5) Defensoría del Pueblo. 2018. « Salud de los pueblos indígenas amazónicos y explotación petrolera en los lotes 192 y 8: ¿Se cumplen los acuerdos en el Perú? »

<https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2018/10/Informe-de-Adjunt%C3%ADa-N%C2%BA001-2018-DP-AMASPPI-PI.pdf>

(6) La plateforme s'appelle Pueblos Indígenas Amazónicos Unidos en Defensa de la Amazonía (PUINAMUDT). www.observatoriopetrolero.org

Les fédérations autochtones participantes sont : Federación Indígena Quechua del Pastaza (FEDIQUEP); Federación de Comunidades Nativas de la Cuenca del Corrientes (FECONACOR); Organización de Pueblos Indígenas Kichuas, Amazónicos Fronterizos del Perú y Ecuador (OPIKAFPE); et Asociación Cocama de Desarrollo y Conservación San Pablo de Tipishca (ACODECOSPAT)

(7) PUINAMUDT, « Triste día del padre: Pluspetrol no atiende a tiempo derrame de petróleo y empieza a contaminar quebrada Patoyacu, » juin 2022, <https://observatoriopetrolero.org/triste-dia-del-padre-pluspetrol-no-atiende-a-tiempo-derrame-de-petroleo-y-empieza-a-contaminar-el-rio-patoyacu/>

(8) PUINAMUDT, « Alerta de emergencia ambiental y sanitaria en comunidades urarinas por derrame de petróleo en el Lote 8, juillet 2022, » <https://observatoriopetrolero.org/alerta-de-emergencia-ambiental-y-sanitaria-en-comunidades-urarinas-por-derrame-de-petroleo-en-el-lote-8/>

(9) Depuis la fin de 2020, Pluspetrol a cessé ses activités au Pérou. Les organisations autochtones ont dénoncé que cette société veut abandonner le Lot 8 (son contrat expire en 2024) sans remplir ses obligations environnementales, tout comme il a fait dans le Lot 1AB. En ce moment, la société et l'État péruvien mènent un processus d'arbitrage en raison d'une prétendue liquidation corporative par Pluspetrol.

(10) PUINAMUDT, « Ministerio de Energía y Minas desaprueba por segunda vez propuesta de Pluspetrol para remediación del Lote 1AB, » février 2019, <https://observatoriopetrolero.org/ministerio-de-energia-y-minas-desaprueba-por-segunda-vez-propuesta-de-pluspetrol-para-remediacion-del-lote-1ab/>

(11) PUINAMUDT, « Federaciones indígenas denuncian penalmente a Perupetro por derrames sin atención en el Lote 192, avril 2022, » <https://observatoriopetrolero.org/federaciones-indigenas-denuncian-penalmente-a-perupetro-por-derrames-sin-atencion-en-el-lote-192/>

(12) *La sombra del Petróleo* (2020). <https://observatoriopetrolero.org/wp-content/uploads/2022/04/La-sombra-del-petroleo-Aymara-Leon-y-Mario-Zuñiga-PUINAMUDT.pdf>

(13) Yusta-García, Raúl. 2019. *Contaminación de Aguas y Suelos por actividades de extracción de petróleo en la Amazonía Norte Peruana*. Thèse de doctorat. ICTA-UAB (Barcelone, Espagne). L'auteur signale aussi que le volume déversé estimé dans l'Amazonie péruvienne est 15,7 fois celui déversé en Équateur de 1971 à 1992 par la pétrolière Chevron-Texaco (page 81).

(14) Maco, J., R. Pezo, et J. Cánepa. 1985. *Efectos de la Contaminación Ambiental por Actividades Petroleras*.

(15) Apu Aurelio Chino Dahua au Forum régional des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme en Amérique latine et les Caraïbes (juillet 2022 à Bogota, Colombie)

<https://www.youtube.com/watch?v=T5uAkVV0juw&t=9s>

(16) PUINAMUDT, « Ministra de Salud entrega informe final de estudio sobre metales pesados a dirigentes indígenas de Loreto y se compromete a implementar un plan de atención, » juillet 2019,

<https://observatoriopetrolero.org/ministra-de-salud-entrega-informe-final-de-estudio-sobre-metales-pesados-a-dirigentes-indigenas-de-loreto-y-se-compromete-a-implementar-un-plan-de-atencion/>

(17) Ce rapport produit par l'anthropologue Diego Navarro à la demande des fédérations de la plateforme de PUINAMUDT sera bientôt publié.

Lutter pour ne pas sombrer : les habitants de l'île de Pari, en Indonésie, luttent contre l'injustice

Les habitants de l'île de Pari voient de plus en plus souvent leurs maisons et leurs entreprises envahies par les eaux. En plus de lutter contre les grandes entreprises de tourisme, quatre habitants de l'île de Pari intentent une action en justice contre l'un des principaux émetteurs de dioxyde de carbone au monde, et donc l'un des principaux responsables de leur situation : le groupe cimentier Holcim.

Pour de nombreuses îles et régions côtières de faible altitude, l'élévation du niveau de la mer est l'un des impacts les plus perceptibles du changement climatique. Plus les températures mondiales augmentent, plus les inondations deviennent fréquentes et extrêmes : le lien est direct. L'Indonésie, où plus de quatre millions de personnes sont exposées à des inondations annuelles, est particulièrement exposée à l'élévation du niveau de la mer en raison de la longueur de littoral et de sa position géographique. L'ampleur de la montée des eaux à l'avenir dépendra de l'augmentation des températures mondiales. (1)

L'île de Pari

L'île de Pari (Pulau Pari) se trouve à deux heures de ferry de Jakarta, la capitale indonésienne, dans la régence des Mille-Îles. La régence est très appréciée des visiteurs de la capitale, ce qui crée des opportunités économiques pour les communautés locales qui, par ailleurs, dépendent principalement de la pêche.

Sa popularité a incité le gouvernement indonésien à la désigner comme l'une des « dix nouvelles Bali » – Bali étant probablement la destination touristique la plus connue en Indonésie. (2) Ce mégaprojet, connu sous le nom de KSPN (*Kawasan Strategis Pariwisata Nasional* - Zone stratégique nationale pour le tourisme), vise à améliorer l'accès à dix destinations touristiques grâce à des initiatives telles que la construction de nouveaux quais portuaires et d'aéroports et la création de zones économiques spéciales pour attirer les investisseurs étrangers. Bien que ce projet puisse sembler positif, il vise en fait principalement les grands investisseurs, au détriment des petites entreprises des communautés locales.

Mais ce projet n'est pas la seule menace à laquelle sont confrontés les habitants de l'île de Pari.

En 2021, la communauté de Pari a vu ses maisons et ses entreprises locales envahies par les eaux non pas une, mais deux fois. À ces deux occasions, la mer est montée de plus en plus haut et a inondé toutes les maisons de Star Beach, dans le sud-ouest de l'île, et de Virgin Beach, le centre du tourisme sur le côté nord.

Bien que l'île de Pari ait toujours connu des inondations, la fréquence et l'intensité de celles-ci ont sensiblement augmenté ces dernières années. Onze pour cent de la surface de l'île a déjà disparu dans la mer.

Bobby, un pêcheur né et élevé sur l'île, dirige une coalition appelée « Save Pulau Pari » (Sauver l'île de Pari). Cette coalition offre un espace aux gens pour discuter de ce qui leur arrive sur leur île et défendre leurs droits. *« Il y a quelques années, nous pouvions encore prendre beaucoup plus de poissons. Mais l'environnement a beaucoup changé ces dernières années, et les prises n'ont cessé de diminuer. Aujourd'hui, il y a beaucoup moins d'espèces de poissons qu'il y a quelques années. Pendant quelques jours, après les inondations, je n'ai pas pu aller pêcher, car j'ai dû aider à nettoyer le village et les plages. J'ai également dû réparer mon bateau. L'eau l'avait rejeté sur le rivage et écrasé contre un arbre »*, explique Bobby.

Les inondations ont plusieurs conséquences pour la population. Les gens ne peuvent pas pêcher pendant et immédiatement après les inondations et leurs maisons sont gravement endommagées par l'eau. En outre, le tourisme s'arrête, laissant sans revenus de nombreuses personnes qui proposent des chambres d'hôtes, de la nourriture, du matériel de plongée, etc. De plus, avec les inondations l'eau des puits qui fournissent l'eau potable devient salée, ce qui oblige les gens à acheter de l'eau douce, et entraîne par conséquent une pression supplémentaire sur les revenus de ces familles.

Asmania, une habitante de l'île de Pari, a perdu 300 des 500 poissons qu'elle élevait en aquaculture au large de la côte lors des inondations de 2021. Elle s'inquiète *« de la façon dont les femmes de l'île sont doublement touchées par le changement climatique. Les revenus des familles sont en baisse constante, et pourtant les femmes doivent encore se débrouiller pour s'occuper de leurs familles. »*

La lutte pour leurs terres

Les habitants de l'île de Pari ont fait l'expérience directe de la nécessité de protéger leurs terres et leurs moyens de subsistance contre les rachats par les entreprises et leur stratégie de recherche de profit.

En 2015, la société PT Bumi Pari Asri (BPA), une filiale du groupe Bumi Raya Utama, détenue par un conglomérat nommé Adijanto Priosoetanto, a tenté de prendre le contrôle de 90 % de l'île pour gérer la totalité des activités touristiques. Les 10 % restants de l'île appartiennent au gouvernement et doivent être utilisés comme zone de recherche et de conservation. Les litiges sont nés du fait que la plupart des résidents n'ont pas de titres fonciers officiels, bien que certains vivent là depuis des générations. L'île de Pari est l'une des quelques dizaines d'îles qui sont touchées par la privatisation galopante en faveur des grandes entreprises de tourisme. (3)

Depuis lors, plusieurs personnes ont été criminalisées au motif qu'elles occupaient illégalement le terrain et d'autres ont été contraintes de payer un loyer à l'entreprise. (4) Entre-temps, l'entreprise a revendiqué des droits sur la plage appelée « Pasir Perawan », qui est une zone clé pour le

tourisme des communautés. Par conséquent, lorsque les habitants tentent de gérer la plage, ils sont victimes d'intimidations.

Dans le processus de résistance à cette prise de contrôle des terres par l'entreprise, les femmes ont joué un rôle majeur en tenant tête aux agents de sécurité. La communauté a créé un réseau puissant autour d'elle et a trouvé le soutien de nombreuses organisations et militants nationaux au sein de la coalition « Save Pulau Pari ». (5)

Les habitants et leurs alliés ont réussi à contester le processus d'obtention de titres fonciers par la société et le Médiateur national a déclaré que le processus avait été accompagné de fautes administratives. Ils ont également contesté avec succès l'emprisonnement de plusieurs habitants qui ont finalement été libérés. (6) L'Agence foncière nationale a révisé le processus et beaucoup espèrent qu'elle rétablira les droits légitimes des communautés de l'île de Pari, mais le processus est toujours en cours. (7)

Une autre injustice causée par les grandes entreprises

En plus de ces luttes permanentes, les habitants de l'île de Pari doivent faire face à une autre injustice qui menace la survie même de ces terres et mangroves dont ils ont pris soin et qu'ils ont protégées pendant des générations.

Les 1500 habitants de l'île de Pari n'ont pas contribué à la crise climatique. Pourtant, ils en subissent les conséquences. C'est pourquoi cette crise n'est pas seulement une question de pollution, mais aussi une question de justice. Alors que les principaux responsables de la pollution et de la destruction à l'origine de la crise climatique sont relativement à l'abri de ses effets, ce sont ceux qui y ont le moins contribué qui risquent d'en ressentir le plus les effets. Edi, un pêcheur et propriétaire d'une maison d'hôtes sur l'île de Pari, l'explique ainsi : « *Une poignée de personnes détruisent l'environnement et le font pour leur bénéfice personnel. Mais cela a de graves répercussions sur d'autres personnes comme nous, ici sur l'île de Pari.* »

Le fait est que la responsabilité de la crise climatique et, par conséquent, des impacts qui se font sentir en particulier dans les pays du Sud, incombe principalement aux pays riches du Nord, bien loin de l'île de Pari. Et elle incombe également aux multinationales qui y sont implantées.

C'est la raison pour laquelle Bobby, Arif, Edi et Asmania, tous des habitants de l'île de Pari, cherchent à obtenir justice au nom de toute l'île. Ils intentent une action en justice contre l'un des principaux émetteurs mondiaux de dioxyde de carbone et donc un des principaux responsables de leur situation : le groupe cimentier Holcim. Ils ont déposé une demande de conciliation à Zug, en Suisse, où se trouve le siège du groupe Holcim.

L'entreprise Holcim est le premier fabricant de ciment au monde et l'une des 50 plus grandes entreprises émettrices de dioxyde de carbone dans le monde. Une étude montre que la société suisse a émis plus de sept milliards de tonnes de dioxyde de carbone entre 1950 et 2021. Cela

représente plus du double de la quantité totale émise par la Suisse au cours de la même période.

(8) En raison de ses émissions excessives pendant des décennies, l'entreprise porte une part importante de la responsabilité du changement climatique.

Les habitants de l'île de Pari ne se laissent pas bernier par les tentatives de greenwashing de Holcim. Son rapport sur le climat 2022 appelle à un « voyage zéro émission nette », en mettant en avant entre autres choses des « bâtiments net zéro », du béton « net zéro », des « produits neutres en carbone » et une « construction neutre en carbone ». (9) Toutes ces formulations cachent le fait que l'entreprise pourra continuer à se développer (et à polluer) tant qu'ailleurs, certains projets de compensation prétendent compenser la pollution. La réalité des compensations est bien loin de l'illusion qu'elle affiche. Les compensations fournissent aux entreprises un outil pour continuer à profiter d'un système capitaliste dépendant aux combustibles fossiles, tout en étant largement responsables d'impacts locaux dévastateurs partout où ces projets sont implantés. (10)

Holcim développe par exemple l'EvopactZERO, « le premier béton neutre en carbone en Suisse » (11), et prétend qu'il est « neutre en carbone » parce que, selon la société, le dioxyde de carbone émis est compensé par des projets de compensation en Suisse ou en Inde, issus du portefeuille de South Pole, une société de conseil en finance carbone.

C'est la première fois qu'il est demandé à une entreprise suisse d'assumer sa responsabilité juridique pour son rôle dans la crise climatique. L'affaire est soutenue par l'Entraide protestante suisse HEKS/EPER, l'ONG indonésienne WALHI et le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR). Rejoignez et soutenez les résidents de l'île de Pari dans leur lutte contre les impacts très réels et directs de la crise climatique :

Signez leur appel pour obliger Holcim à rendre des comptes :

www.callforclimatejustice.org/call

(1) Ces informations et les témoignages contenus dans cet article sont issus de la campagne « Call for Climate Justice », sauf mention contraire dans les références. Voir la campagne ici :

<https://callforclimatejustice.org/fr/>

(2) Archyde, Ten new Balis: Indonesia is planning controversial mega-projects for tourism, 2021,

<https://www.archyde.com/ten-new-balis-indonesia-is-planning-controversial-mega-projects-for-tourism/>

(3) AASYP, Save Pulau Pari: the risks of increased tourism in the ASEAN region, 2019,

<https://aasyp.org/2019/03/13/save-pulau-pari-the-risks-of-increased-tourism-in-the-asean-region/>

(4) KIARA, Residents fight for land ownership on Pari Island, 2017,

<https://www.kiara.or.id/2017/06/12/residents-fight-for-land-ownership-on-pari-island/> et Environmental

Justice Atlas, Locals against the privatization of the Pari Island (Pulau Pari), Indonésie, 2019,

<https://ejatlas.org/conflict/pulau-pari>

(5) Land Rights Now!, Save Pulau Pari!, <https://www.landrightsnow.org/save-pulau-pari/>

(6) Idem (3)

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- (7) Walhi, Kembalikan Hak Konstitusi dan Hak atas Tanah kepada Warga Pulau Pari !!!, 2020, https://www-walhi-or-id.translate.goog/kembalikan-hak-konstitusi-dan-hak-atas-tanah-kepada-warga-pulau-pari?_x_tr_sl=id&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en&_x_tr_pto=op,wapp
- (8) Richard Heede, Carbon History of Holcim Ltd: Carbon dioxide emissions 1950-2021, Climate Accountability Institute, 2022, <https://callforclimatejustice.org/wp-content/uploads/Heede-Report.pdf>
- (9) Holcim, Holcim's Net-Zero Journey, Climate Report 2022, <https://www.holcim.com/sites/holcim/files/2022-04/08042022-holcim-climate-report-2022.pdf>
- (10) Bulletin WRM 254, Compensations des émissions : nourrir l'illusion d'un capitalisme (durable) (vert) (neutre en carbone) (basé sur la nature) (zéro émission nette), <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/compensations-des-emissions-nourrir-lillusion-dun-capitalisme-durable-vert-neutre-en-carbone-base-sur>
- (11) South Pole, Case Study: Holcim and Switzerland's first carbon-neutral concrete, <https://www.southpole.com/es/clients/case-study-holcim-and-switzerland-first-carbon-neutral-concrete>

« Sans eau, il n’y a pas de vie » : Les rivières de l’Amazonie bolivienne

La rivière Beni, dans l’Amazonie bolivienne, est menacée. Alors que le gouvernement cherche à y construire des mégabarrages qui inonderaient une superficie bien plus grande que celle de La Paz, la capitale, l’exploitation minière et sa contamination au mercure continuent d’empoisonner la vie de ces régions.

Les forêts abritent et entretiennent des richesses innombrables et inestimables, et l’eau est un élément intrinsèque et interdépendant des forêts. C’est la base de toute vie.

En Bolivie, la rivière Beni traverse le parc national Madidi, l’une des zones les plus riches en biodiversité de la planète, et la réserve Pilón Lajas. C’est comme si c’était « le sang de ces terres. »
(1)

Dans ce bassin, le gouvernement bolivien tente depuis des années de promouvoir des projets de mégabarrages, en particulier les projets dits de Chepete et de Bala. Le plan consiste à transformer ces zones de la rivière Beni en de grandes lagunes couvrant des milliers de kilomètres. Les deux barrages inonderaient directement environ 771 km² d’inondation directe et auraient des effets indirects sur environ 14 420 km². À titre de comparaison, la superficie de la zone urbaine de la capitale La Paz n’atteint que 149 km². (2) Ces deux estimations ne tiennent pas compte des impacts tels que l’emprise des routes et les effets sur les villes en aval comme San Buenaventura ou Rurrenabaque. Des études d’identification ont estimé que la construction des barrages, des routes et des lignes de transport d’électricité comprendrait l’abattage de plus de 100 000 hectares de forêts
(3).

La création de ces immenses lagunes forcerait l’expulsion de peuples autochtones et de communautés paysannes alors que tout ce qui vit sur ces terres serait submergé. Le cycle de l’eau de ce territoire changerait radicalement et la vie aussi. Ces mégabarrages changeraient pour toujours ces communautés et leurs territoires de vie.

Six peuples autochtones vivent sur les terres que le projet submergerait : les MoseTENES, les Chimanes, les Esse-ejjas, les Lecos, les Tacanas et les Uchupiamonas. Cinq de ces peuples sont légalement reconnus par l’État plurinational de Bolivie. D’autres peuples autochtones vivent en isolement volontaire sur ce territoire. Si ces peuples sont expulsés de leur territoire qu’ils appellent leur « grande maison », ils perdront aussi leurs moyens de subsistance, leurs cultures et leurs connaissances. Les droits les plus élémentaires de ces peuples ont été violés, car les entreprises et les autorités n’ont pas mené correctement une consultation avec un consentement libre, préalable et informé, et n’ont pas respecté la réglementation existante sur les peuples en isolement volontaire. Il s’agit d’une violation des marches à suivre obligatoires selon la réglementation bolivienne et de l’ONU avant de mettre en œuvre tout plan dans les territoires autochtones.

Ruth Alipaz, du CONTIOCAP (Comité national de coordination pour la défense des territoires paysans autochtones et des zones protégées en Bolivie), affirme :

« environ cinq mille autochtones seraient déplacés si ces mégabarrages sont construits. Sans compter les populations périurbaines, comme celles de San Buenaventura, Rurrenabaque et Reyes, et les populations en aval, qui seraient également touchées. Environ 150 000 personnes vivent dans la zone de ces deux barrages. »

La menace est très latente, car la loi déclarant ces travaux comme une priorité nationale est toujours en vigueur. Le harcèlement constant, le discrédit et la diffamation de ceux d'entre nous qui résistent génèrent de la méfiance. Et ce, alors même que les entreprises et les membres du gouvernement qui appuient le projet tentent de tromper les communautés du bassin versant avec des promesses de travail, d'amélioration de la vie quotidienne, d'électricité, etc. C'est pourquoi, en juillet 2022, nous avons invité les autorités des communautés du bassin à visiter des mégabarrages au Brésil pour voir de leurs propres yeux les effets de projets similaires. »

Il est également indéniable que ces barrages géants auront des effets non seulement sur le site où ils seront construits, mais aussi en aval et en amont.

La rivière Beni se jette dans la rivière Madera, qui se jette à son tour dans le fleuve Amazone. Tout ce bassin serait affecté par cette méga-infrastructure.

Les territoires amazoniens situés en aval ne bénéficieraient plus de l'apport en sédiments et en nutriments de la rivière Beni, qui sont indispensables à la vie de la rivière. Des centaines de kilomètres en aval seraient touchés, car la rivière Beni constitue le principal fournisseur de sédiments dans le bassin de la rivière Madera. Il en résultera une érosion des sols et une diminution de la disponibilité des eaux souterraines avec des effets directs sur la production de produits agricoles des communautés dans toutes ces zones.

Les barrages entraveront également le passage des poissons et des autres espèces aquatiques qui vivent dans les rivières et se déplacent sur de longues distances pour se reproduire.

Selon Pablo Villegas, chercheur au CEDIB (Centre de documentation et d'information Bolivie), *« ces mégabarrages ont été présentés au peuple bolivien comme de grandes affaires. Lorsque le prix du gaz a baissé et ils ont présenté le projet comme une alternative économique. Mais le prix de l'énergie dans le cas de Chepete/Bala sera plus élevé que celui du Brésil, qui est le seul marché d'exportation prévu. C'est pourquoi ils ont prévu la construction d'une ligne de transport vers le Mato Grosso, avec plus de 1000 km de câbles, lors de la conception des barrages de Chepete/Bala. Même la rentabilité du projet ne semble pas assurée pour la Bolivie. Quels sont donc les avantages de ce projet ? Eh bien, ils se trouvent dans l'investissement lui-même requis pour construire ces mégabarrages. Les promoteurs ont pensé aux 25 milliards de dollars de financement. Et l'on sait que les barrages coûtent généralement deux fois plus que prévu. Il faut souligner que les contrats de construction de ces mégaprojets sont octroyés à de*

transnationales spécialisées. La quasi-totalité des investissements part à l'étranger, mais les effets se feront sentir en Bolivie. »

Sous prétexte que les barrages sont « d'intérêt national », ces mégabarrages vont à l'encontre des lois environnementales et sociales et pillent les terres, les rivières et les forêts. « *L'accaparement des terres est aujourd'hui brutal en Bolivie,* » poursuit M. Villegas.

Ces mégabarrages font partie d'un projet de nombreux barrages sur le territoire bolivien, appelé « cœur énergétique de l'Amérique du Sud. » Au Brésil, on appelle ces mégabarrages « Itaipú élargi », car grâce au barrage d'Itaipú sur le fleuve Paraná, à la frontière entre le Brésil et le Paraguay, le Brésil a fini par avoir une grande influence sur le Paraguay à plusieurs niveaux. Ce barrage a été accepté pendant la dictature du Paraguay en 1973 et a laissé le Paraguay lourdement endetté jusqu'en 2023. (4)

La militante féministe Elizabeth Peredo déclare que « *tout le monde pense à l'énergie parce que c'est le thème de cette civilisation,* » et affirme qu'en Bolivie « *cette vision du Buen Vivir (bien vivre) du gouvernement a été déformée au fil des ans et s'est transformée en l'idée de devenir une puissance régionale en Amérique du Sud qui vend de l'énergie.* » Elle explique que cette vision influence le concept même de l'eau, même dans le cadre des principes constitutionnels boliviens du Buen Vivir et de la protection de la Terre Mère.

Et bien sûr, pour construire ces mégabarrages, il faut ouvrir des routes. Cela signifie que le territoire sera non seulement dégradé et déboisé sur de longs couloirs, mais aussi ouvert aux grandes entreprises d'exploitation forestière et minière, c'est-à-dire à une nouvelle destruction des forêts et des rivières vitales pour les populations qui y vivent.

Et cela constitue un élément crucial si l'on considère qu'aujourd'hui déjà les mégabarrages ne sont pas la seule menace dans le bassin du fleuve Beni.

Pollution minière et autres menaces

L'exploitation minière détruit également cette partie de l'Amazonie. La Bolivie est l'un des principaux pays importateurs de mercure. Ce métal est utilisé pour amalgamer l'or trouvé dans les rivières. Le mercure est très dangereux pour la santé, car il attaque le système nerveux central. Les mineurs l'utilisent en grande quantité, ce qui a un impact sur toute la vie que ces rivières abritent, et donc sur les personnes qui dépendent de cette eau et de sa diversité pour se nourrir. Cette exploitation minière, en grande partie illégale, entraîne également dans les territoires davantage de violence, de prostitution, de féminicides, de trafic de personnes et de produits illicites, etc.

Ruth Alipaz, de CONTIOCAP, explique « *L'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que la limite de concentration de mercure dans le corps humain est d'une partie par million. Dans le bassin du Beni, la moyenne est de 7 à 8 parties par million et les concentrations les plus élevées atteignent 27 parties*

par million chez les autochtones Esse-Ejjas et à Asunción del Quiquibey. Ces chiffres sont très inquiétants. Ils nous tuent. Chez les enfants de la population d'Esse-Ejjas, on signale des diarrhées constantes, des malformations et des handicaps. Ils empoisonnent l'eau et la nourriture. C'est un génocide des personnes qui vivent dans ces territoires. »

Les nombreuses menaces qui pèsent sur le fleuve Beni se concentrent dans ses courants, mais les autorités gouvernementales et les investisseurs privés choisissent de les ignorer. Les eaux fortement contaminées par le mercure provenant de l'exploitation minière, notamment en amont dans la région de Chepete, sont les mêmes que celles que l'on prévoit endiguer avec les mégabarrages. Aucune étude d'impact environnemental n'a, à ce jour, analysé les dangers pour la santé humaine et pour les territoires en raison d'une forte concentration de mercure dans les réservoirs. (5)

Et puis il y a une autre menace qui augmente. En août 2022, le gouvernement bolivien a publié un décret suprême visant à promouvoir la production de palmiers à huile. L'expérience d'autres pays montre que les plantations de palmiers à huile causent la déforestation, la raréfaction et la pollution de l'eau, l'accaparement des terres, la violence et de nombreux autres impacts. Cette décision a donc suscité beaucoup de craintes chez les populations du fleuve Beni, qui voient se profiler de nombreux effets négatifs. (6)

Le fleuve Beni et la région amazonienne en général, leurs vallées, leurs forêts et leurs peuples, constitue un écosystème articulé et interdépendant dans lequel la grave perturbation d'un élément a des effets sur les autres, souvent de manière insoupçonnée. C'est ainsi que l'eau, en tant que base élémentaire de toute vie, « nous montre que toute proposition de changement social doit être systémique, » conclut M. Peredo.

Julia Blagny,

Réalisatrice du documentaire « Le sang de la Bolivie, des Andes à l'Amazonie »

https://www.youtube.com/watch?v=Pr8u4lrOW_M

(1) Une grande partie du contenu du présent article, notamment les témoignages, est basée sur la recherche et la réalisation du documentaire « La Sangre de Bolivia. De los Andes a la Amazonía » (Le sang de la Bolivie : des Andes à l'Amazonie) : https://www.youtube.com/watch?v=Pr8u4lrOW_M

(2) Tunupa, Fundación Solón, *Mega-hidroeléctricas : Exportar y morir. El Bala-Chepete*, 2^e édition, <https://fundacionsolon.org/2017/05/10/el-caso-del-chepete-y-el-bala/> ; Jorge Molina et Daniel Espinoza, Hidrología, Hidráulica e impactos asociados al proyecto Chepete – Bala, Instituto de Hidráulica e Hidrología, 2016, https://www.researchgate.net/profile/Jorge-Molina-Carpio-2/publication/317706025_Hidrologia_Hidraulica_e_impactos_asociados_al_proyecto_Chepete_-_El_Bala_Hydrology_Hydraulics_and_environmental_impacts_associated_to_the_Chepete-El_Bala_hydropower_project/links/5949d722a6fdcc3e17fc75d0/Hidrologia-Hidraulica-e-impactos-asociados-al-proyecto-Chepete-El-Bala-Hydrology-Hydraulics-and-environmental-impacts-associated-to-the-Chepete-El-Bala-hydropower-project.pdf

(3) Idem (2)

(4) Pablo Villegas, El corazón energético de Suramérica, <https://lalibrelibreriasocial.com/el-corazon-energetico-de-sudamerica-de-alfredo-stroessner-a-evo-morales-deliberar-10-18/>

(5) Idem (2)

(6) *Página siete Bolivia*, « Indígenas advierten impacto ambiental por producción de biodiésel con la “palma de la muerte”, » 2022, <https://www.paginasiete.bo/economia/indigenas-advierten-impacto-ambiental-por-produccion-de-biodiesel-con-la-palma-de-la-muerte-EB3344611>

De l'Asie à l'Afrique : l'expansion tentaculaire des plantations de palmiers à huile épuise les ressources en eau des communautés

Aucune autre culture n'a connu une croissance mondiale plus rapide que le palmier à huile au cours de la dernière décennie. Cette expansion presque incontrôlable laisse derrière elle un cortège de destructions et de conflits autour de ses immenses étendues de plantations qui s'étendent de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique occidentale et centrale. À mesure que les entreprises s'emparent de terres communautaires, elles s'emparent également de leurs ressources en eau.

Aucune autre culture de base n'a connu une croissance mondiale plus rapide que le palmier à huile au cours de la dernière décennie. La production d'huile végétale a augmenté de 118 % au cours des dix dernières années seulement, la majeure partie de cette augmentation étant due à la forte hausse de la production d'huile de palme. (1) Au cœur de sa zone de production, en Indonésie, la superficie des plantations de palmiers à huile double chaque décennie et atteint désormais plus de 15 millions d'hectares. Cette expansion presque incontrôlable laisse derrière elle un cortège de destructions et de conflits, absorbant d'immenses étendues de terres arables, des forêts tropicales vierges, des territoires forestiers indigènes, de la biodiversité et une ressource essentielle limitée qui se raréfie dans le contexte de la crise climatique : l'eau.

L'industrie de l'huile de palme en Indonésie est un héritage de l'ère coloniale. Depuis le colonialisme, l'Indonésie est le principal site d'extraction du monde et s'inscrit dans la géographie de la division capitaliste mondiale du travail. (2) L'archipel est devenu un fournisseur de matières premières de premier plan sur le marché mondial, qu'il s'agisse de minerais ou de produits des plantations (imposées). L'Indonésie a suivi et développé le modèle du capitalisme de concession, qui repose sur des contrats attribués par les gouvernements à des investisseurs, tant pour les projets d'infrastructure que pour les besoins des industries extractives. L'utilisation de ce modèle s'est poursuivie dans l'ère postcoloniale afin de maintenir et de faciliter les industries extractives et l'expansion des plantations de palmiers à huile.

Cependant, à mesure que les terres pour les plantations se raréfient, l'industrie de l'huile de palme doit étendre ses activités à d'autres régions. Cette industrie continue d'étendre ses immenses zones de plantations pour annexer et contrôler encore plus de terres communautaires, depuis l'Asie du Sud-Est jusqu'à l'Afrique occidentale et centrale.

Au fur et à mesure que les entreprises s'emparent de territoires communautaires, elles s'emparent également de leurs ressources en eau. Les populations qui vivent à l'intérieur et autour des plantations ont du mal à accéder à la quantité et à la qualité de l'eau nécessaire aux besoins quotidiens : boire, cuisiner, se laver et pratiquer des cultures vivrières. En outre, ils perdent également d'importantes sources de nourriture : les poissons des rivières et des lacs qui sont contaminés par les produits phytosanitaires utilisés dans les plantations.

Dans ce contexte, des communautés et des organisations de la société civile d'Indonésie, du Gabon et du Cameroun se sont réunies lors de la Journée mondiale de l'eau (22 mars) pour partager leurs expériences face aux plantations industrielles de palmiers à huile et pour faire valoir leurs droits à l'eau.

Perte d'accès à l'eau : la situation dans les provinces de Riau et du Kalimantan occidental, en Indonésie

De nombreuses communautés autochtones d'Indonésie sont tributaires des rivières. Les rivières sont leur élément vital C'est la source de leurs moyens de subsistance, leurs ressources en eau potable et un lieu important où se déroulent des cérémonies rituelles ou traditionnelles. Mais aujourd'hui, les communautés et les peuples autochtones doivent faire face à la perte des rivières et des affluents qui sont leur source de vie.

L'expansion des plantations de palmiers à huile affecte la durabilité des rivières de différentes manières. Les plantations rectifient, déplacent et enfouissent les rivières et les affluents afin d'accélérer le débit de l'eau. Ces actions augmentent la sédimentation, diminuent la qualité de l'eau et accélèrent les inondations.

Elles ont évidemment un impact sur les communautés. La sédimentation détruit les habitats spécifiques de poissons de grande valeur, tels que le tapah (poisson-chat d'eau douce), et fait décliner d'autres populations et espèces de poissons. Le nombre de zones de pêche diminue, ce qui oblige les pêcheurs à parcourir de longues distances et augmente ainsi leurs dépenses en carburant ou autres. Dans la province de Riau, qui possède la plus grande concession de plantations de palmiers à huile d'Indonésie, les derniers pêcheurs de Pantai Cermin ont déclaré qu'ils ne pouvaient pêcher maintenant que moins de 1 kg de poisson tous les deux ou trois jours. De nombreux villageois ne peuvent plus vivre des revenus de leur pêche et considèrent cela comme un travail accessoire ou juste un passe-temps.

La communauté du Kalimantan occidental a fait part d'une autre expérience : par le passé, ils pouvaient prévoir des choses comme, par exemple, les cycles d'inondation une fois par an ou les grandes inondations tous les cinq à dix ans. Mais aujourd'hui, il est impossible de prévoir les crues soudaines et l'intensité et la fréquence des inondations augmentent également. Les familles de pêcheurs comme celles des districts de Semanga ou de Sambas, dans le Kalimantan occidental, bénéficiaient autrefois des périodes d'inondation, car ces dernières leur permettaient d'attraper plus de poissons, et même 20 kg de crevettes d'eau douce géantes par jour. Mais aujourd'hui, depuis que leurs villages sont entourés de plantations de palmiers à huile, ils ne peuvent plus profiter des inondations. La population de poissons a considérablement diminué en raison de la perte de leurs habitats ainsi que de la baisse de la qualité de l'eau due à la sédimentation et à la pollution provenant des plantations. L'augmentation des crues a également touché la plupart des ménages de récolteurs de caoutchouc qui perdent leurs revenus pendant les inondations. Les

champs de riz pluvial situés le long de la berge ont également été inondés plus fréquemment, ce qui a entraîné une mauvaise récolte.

Les recherches menées par des organisations de la société civile indonésienne, la Coalition populaire pour le droit à l'eau (KRuHA) et Litoral, confirment cet impact. Deux villages vivant dans la province de Riau, en amont du bassin versant du Siak, autour de la plantation de l'une des filiales de WILMAR, PT Egasuti Nasakti, ont découvert en 2022 que l'entreprise plantait des palmiers à huile dans la zone riparienne tampon ou à côté des plans d'eau. Cette pratique augmente le ruissellement de la contamination issue des engrais et des pesticides vers la rivière, ce qui diminue la qualité de l'eau. La pollution de la rivière renforce la dépendance des populations par rapport aux eaux souterraines pour leurs besoins en eau potable. Mais la qualité des eaux souterraines ne respecte pas non plus les normes pour l'eau potable. Cela est dû à la concentration élevée en phosphates provenant des engrais, qui dépasse la limite acceptable. En outre, plus de 87 % des échantillons d'eau souterraine dépassent la teneur maximale en chrome hexavalent (Cr (VI)). Les métaux lourds tels que le plomb, le chrome et le mercure, qui sont généralement présents dans les engrais et les pesticides, sont bien connus pour être toxiques pour la santé humaine et polluer l'environnement.

« Autrefois, la pêche était notre moyen de subsistance ; la plupart des gens travaillaient comme pêcheurs. Mais quelques années après l'arrivée de l'huile de palme, notre rivière a été polluée. Nous ne pouvons plus pêcher. Nous avons aussi l'habitude de boire l'eau de la rivière, mais maintenant il est même difficile de prendre un bain parce qu'elle a été polluée par les plantations. Une fois par an, de grandes quantités de déchets provenant des plantations et des usines de transformation sont déversées dans les rivières. Autrefois, de nombreux affluents se jetaient dans la rivière Tapung, mais aujourd'hui, beaucoup sont asséchés, enterrés ou redressés (c'est-à-dire qu'ils ont subi un dragage ou un raclage et un nivellement le long des berges afin que l'entreprise puisse planter davantage d'arbres). Aujourd'hui nous ne nous souvenons que du nom de l'affluent, mais son cours a disparu. Nous utilisons des puits pour répondre à nos besoins en eau, même si maintenant nous devons les creuser à une profondeur supplémentaire de plusieurs dizaines de mètres. L'eau que nous utilisons habituellement est à cinq ou six mètres de profondeur. Maintenant, nous devons forer un minimum de vingt-cinq mètres pour avoir de l'eau » a déclaré Datuk Bathin Sigale, l'un des aînés du village autochtone de Pantai Cermin à Riau.

Multiplication des destructions : récits du Gabon et du Cameroun

Au cours des dernières années, les entreprises qui ont causé des destructions pendant des décennies dans les pays d'Asie du Sud-Est, comme en Indonésie et en Malaisie, ont activement étendu leurs zones de plantation à l'Afrique occidentale et centrale, d'où proviennent les palmiers à huile. L'une de ces entreprises est OLAM, une société agroalimentaire et agro-industrielle basée à Singapour. OLAM Palm Gabon, une coentreprise avec le gouvernement gabonais, a planté plus de 60 000 hectares de plantations de palmiers à huile dans le pays.

Ladislas Desiré Ndembet, de Muyissi Environnement, un groupe écologiste basé au Gabon, qui a travaillé sur l'impact des plantations de palmiers à huile dans le pays, a déclaré qu'ils vivaient une situation similaire à celle des communautés indonésiennes. Au Gabon, des entreprises comme OLAM ont accaparé des terres et contaminé l'eau de la rivière Iroungou à Moutassou Lot 3. L'objectif d'OLAM d'établir au Gabon la plus grande plantation de palmiers à huile d'Afrique se traduit par un prix élevé pour les communautés.

OLAM met en place un système d'irrigation goutte à goutte pour ses plantations, pour lequel ils prélèvent une énorme quantité d'eau dans les rivières. Cela a évidemment un impact sur les ressources en eau des populations vivant à proximité des plantations. Il s'agit d'un défi de taille dans un contexte où l'accès à l'eau potable est déjà très difficile dans tout le pays. Les gens doivent creuser des puits profonds pour avoir de l'eau. Dans la région du village de Sanga, Muyissi a découvert que l'eau était déjà contaminée par le glyphosate, qui a été interdit dans de nombreux pays en raison de sa forte toxicité. Pourtant, il est encore largement utilisé dans de nombreuses plantations de palmiers à huile, notamment celles d'OLAM au Gabon, pour le traitement par herbicides. La santé des hommes et des femmes vivant autour de la plantation est lourdement affectée.

Dans le même temps, Emmanuel Elong, président du SYNAPARCAM, une organisation camerounaise de défense des droits des communautés, a expliqué comment les communautés vivant autour des plantations Socfin/Bolloré doivent utiliser de l'eau contaminée par des pesticides et d'autres produits chimiques pour leur consommation quotidienne. « Tant de gens tombent malades à cause de cela », a affirmé Elong. Pourtant, le gouvernement ne fait rien pour remédier à ce problème. Grâce à un vaste réseau de holdings et de sociétés opérationnelles, la Socfin contrôle environ 400 000 hectares de concessions foncières dans dix pays, dont plus de 73 000 hectares au Cameroun. La moitié de cette superficie est actuellement couverte de plantations industrielles.

La plupart des communautés au Cameroun n'ont pas accès à l'eau potable. Même lorsque les communautés impactées par la Socfin ont essayé de forer un puits, il leur a encore été difficile d'obtenir de l'eau. La communauté a finalement dû attendre une semaine pour obtenir un approvisionnement en eau. Mais ces problèmes durent depuis des années. Les communautés protestent également contre la certification RSPO accordée à la filiale de la Socfin au Cameroun – Socapalm dans les districts de Mbongo et Mbambou et Safacam dans le district de Dizangue. Les gens reçoivent de l'eau par des tracteurs-citernes de la Socapalm à des fréquences irrégulières. L'entreprise ne respecte pas les différents critères sociaux et environnementaux établis par le certificateur lui-même, mais elle a obtenu le label, ce qui lui permet d'accéder à plus de marchés et à donner une image plus verte à ses activités.

Relier les luttes...

Les communautés et les militants d'Indonésie, du Gabon et du Cameroun ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre en place une solidarité plus forte et active entre les communautés contre les plantations industrielles. Il est nécessaire d'apprendre auprès des autres et d'échanger des

expériences et des connaissances au niveau local pour lutter contre l'expansion constante des plantations de palmiers à huile.

Confrontés aux mêmes problèmes et à l'occupation du territoire par des multinationales comme WILMAR, OLAM, Socfin et autres, qui ont menacé leurs moyens de subsistance et leurs communautés, ils comprennent que ces entreprises cherchent à satisfaire leur soif insatiable de profit à partir de l'huile de palme.

Le partage des expériences des communautés montre également l'importance de relier la lutte pour la terre et l'eau au sein du mouvement contre l'expansion des plantations de palmiers à huile. Le problème réside dans le modèle des plantations industrielles en monoculture, qui dévastent les sols, la diversité, les moyens de subsistance locaux et les ressources en eau.

L'accaparement des terres s'accompagne de l'accaparement de l'eau. Il ne s'agit pas seulement de l'accaparement direct de l'eau, mais aussi de l'accaparement des droits fondamentaux des communautés et des travailleurs des plantations à une eau propre et accessible. La pollution due aux fortes doses d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires utilisés dans les plantations industrielles empoisonne de nombreuses ressources en eau et donc, toute la vie qui existe sur ces territoires.

GRAIN et KRuHA, Indonésie

(1) FAO, « Statistical yearbook 2021: production, trade and prices of commodities », <https://www.fao.org/3/cb4477en/online/cb4477en.html#chapter-2>

(2) Batubara, Bosman et Noer Fauzi Rachman. 2022. « Extended Agrarian Question in Concessionary Capitalism: The Jakarta's *Kaum Miskin Kota*. » *Agrarian South: Journal of Political Economy* 1–24. Centre for Agrarian Research and Education for South (CARES). <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/22779760221095121>.

Eau, extractivisme et minéraux critiques au Brésil : quelques réflexions

Le discours de la « transition énergétique » a été utilisé pour justifier l'expansion de la frontière minière. Cependant, outre la pollution locale et les impacts sur les forêts et les populations, l'extraction et le traitement des minerais nécessitent de grandes quantités d'eau, ayant un impact considérable et à long terme sur les territoires.

Eau, extractivisme et minéraux critiques au Brésil : quelques réflexions

La relation entre l'exploitation minière et l'eau doit être envisagée sous l'angle de ses multiples relations, parmi lesquelles, plusieurs sont susceptibles de générer des conflits socio-environnementaux. Qui plus est, à mesure que le Brésil approfondit son profil extractiviste, il y a une forte tendance à l'aggravation de ces conflits. Tout au long de ce texte, je défends qu'il existe déjà au Brésil un cadre conflictuel impliquant l'exploitation minière et l'utilisation de l'eau, et que l'expansion de l'extraction minière pour obtenir des minerais dits critiques tend à approfondir ces conflits dans un avenir proche.

Pour débattre de ce sujet, je divise le texte en deux parties. Tout d'abord, je décris les principaux impacts de l'activité minière sur les ressources hydriques et je souligne comment ils génèrent des conflits socio-environnementaux. Ensuite, je présente les principaux vecteurs d'expansion de l'extraction des minerais critiques dans le pays et j'analyse leurs possibles effets sociaux et environnementaux.

Exploitation minière, eau et conflits

L'eau joue un rôle central dans les activités d'extraction minière. Elle est si importante au point où l'on peut affirmer que "[dans] de nombreuses mines, on extrait beaucoup plus d'eau que de minerais". (1) Lorsqu'une évaluation est réalisée à l'échelle mondiale ou nationale, le secteur minier apparaît généralement comme un moindre consommateur d'eau. C'est pourquoi l'échelle est l'un des principaux aspects à examiner de près dans l'étude de la relation entre l'exploitation minière et l'eau. Plutôt que d'examiner des moyennes ou des données nationales, il est important d'évaluer les échelles locales ou, au plus, régionales, car c'est à ce niveau que les impacts sont perçus et, par conséquent, que les conflits se produisent. (2)

L'extraction et le traitement des minerais, outre qu'ils font un usage intensif de produits chimiques, exigent de grandes quantités d'eau. Par conséquent, les principales répercussions de l'exploitation minière sur la dynamique de l'eau sont l'épuisement des sources ou leur contamination.

En ce qui concerne la consommation d'eau, différentes activités liées à l'extraction minière sont susceptibles de compromettre sa disponibilité vers d'autres usagers. Les principales sont la consommation d'eau par les usines de concentration (qui séparent les minerais des autres substances), le transport de minerais par pipelines, l'impact issu de la dynamique de recharge des aquifères par la suppression des minerais, le rabaissement des eaux souterraines pour accéder aux minerais, et l'endiguement des rivières pour produire l'électricité qui alimentera les usines de concentration.

En plus de ces impacts, le potentiel de pollution de l'exploitation minière revêt également une grande importance. En ce sens, ses effets ont une large portée du point de vue spatial et temporel, et certains des changements peuvent durer des décennies, voire des siècles. (3)

Sur le plan qualitatif, l'extraction minière peut avoir un impact négatif sur les ressources hydriques de différentes manières. Une première source de polluants est le lieu d'extraction minière en soi, l'endroit où les matériaux sont excavés, car les systèmes de drainage et le processus de vidage peuvent transférer des effluents contaminés vers les nappes hydriques. Une deuxième activité problématique est l'exploitation minière à l'intérieur des rivières, qui utilise le dragage de leur lit pour séparer, ultérieurement, les minerais à faible concentration (par exemple, l'or). Une troisième source potentielle de contamination est la lixiviation, un processus par lequel les matériaux retirés des zones d'exploitation minière sont traités par des produits chimiques (par exemple, de l'acide cyanhydrique) conjointement avec des minéraux spécifiques, facilitant leur séparation. Ce procédé peut être à l'origine d'effluents très polluants. Les décharges de stériles (4), doivent également être mentionnées, car, dans certains cas, elles peuvent contenir des substances toxiques et, leur dépôt à la surface, sous l'effet de la pluie, peut générer un déplacement chimique et physique de leur substance, contaminant l'eau. Enfin, il reste le problème des barrages de déchets miniers (5), généralement construits sur le lit des rivières, ils génèrent un risque de contamination au cas où ils contiendraient des substances toxiques. (6)

En raison de tous ces impacts, il n'est pas rare que les sociétés minières entrent en conflit avec d'autres usagers des ressources en eau. Ces dernières années, on a assisté à une augmentation significative des conflits socio-environnementaux ayant trait à l'eau et à l'exploitation minière. Entre 2011 et 2020, le nombre de ces conflits au Brésil est passé de 11 à 143 par an. Ainsi, depuis 2014, date à laquelle les sociétés minières ont supplanté les centrales hydroélectriques, elles sont devenues les principaux protagonistes à l'origine des conflits relatifs à l'eau. (7)

« Minerais critiques » et l'expansion de la frontière extractive

L'économie brésilienne présente un fort profil extractiviste et l'on s'attend, au cours des prochaines années, à une nouvelle expansion de l'extraction minière dans le pays. L'Institut Brésilien d'Exploitation Minière (IBRAM) prévoit, pour la période comprise entre 2022 et 2026, des investissements d'environ 40,4 milliards de dollars. Ce montant est le deuxième montant le plus élevé d'une courbe ascendante d'investissements qui a débuté au cours de la période quinquennale 2017-2021, lorsque les prévisions étaient de 18 milliards de dollars américains. (8)

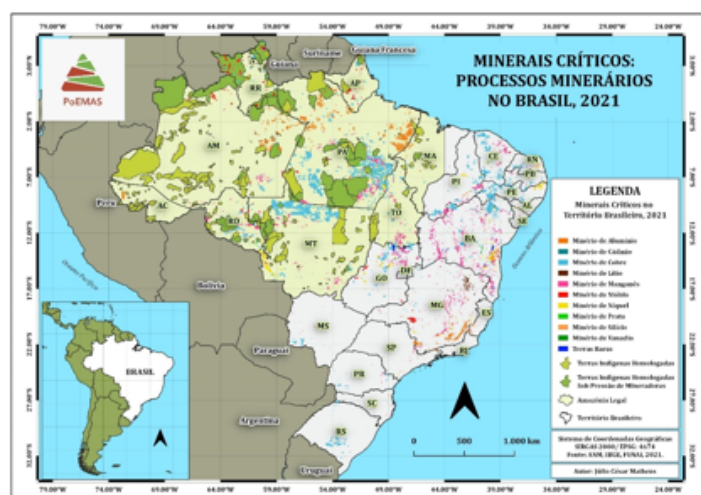
Une partie des investissements prévus ira, notamment, à l'extraction des minerais dits critiques. Ce terme est communément utilisé lorsqu'il s'agit des minerais utilisés dans les équipements technologiques (ordinateurs, téléphones portables, etc.) et, surtout, dans la transition technologique vers les énergies dites "à faible teneur en carbone". (9) Dans ce contexte, les principales utilisations seraient la fabrication de systèmes de production d'énergie solaire et éolienne, la production de batteries pour le stockage de l'électricité et la construction de réseaux de transmission électrique. (10) Dans quelle mesure ces sources d'énergie seraient de fait "propres" fait encore débat, principalement en raison des émissions atmosphériques et des autres impacts environnementaux associés à leur chaîne d'approvisionnement.

La carte ci-dessous montre toutes les régions du Brésil où il y a des exploitations minières ou des demandes de recherche sur ces minerais. A partir de ces données, il est possible de vérifier trois principaux vecteurs d'expansion où des conflits seraient susceptibles d'émerger dans le futur. En ce sens, les conflits liés à l'eau devraient jouer un rôle encore plus central.

Il existe tout d'abord un arc qui comprend le nord de Minas Gerais, l'ouest et le nord de Bahia, le sud-est de Piauí, l'ouest de Pernambuco et le sud de Ceará. Ces zones déjà occupées par de nombreuses communautés traditionnelles et paysannes, sont caractérisées par un climat semi-aride, et les scénarios prévus par le Panel Intergouvernemental sur les Changements du Climat (IPCC) laissent présager, avec un degré de fiabilité élevé, une augmentation de la durée des sécheresses dans cette région, allant jusqu'à une possible désertification. La pénurie d'eau au niveau local risque de s'aggraver avec la mise en œuvre de projets d'extraction à forte consommation d'eau.

Un deuxième point en relief sur la carte correspond au nord de Goiás et au sud de Tocantins. Il s'agit d'une zone de savane nommée Cerrado, souffrant déjà de taux élevés de déforestation en raison de l'expansion de l'agrobusiness. La destruction du Cerrado a eu un impact important sur la dynamique de l'eau de la région avec des développements potentiels pour le reste du pays, en particulier pour les rivières de la région amazonienne, puisque d'importants fleuves comme le Xingu, le Tocantins, l'Araguaia, entre autres, y voient le jour.

Enfin, il convient de mentionner les taches d'exploitation minière situées en Amazonie Légale, comme le nord du Mato Grosso, le sud-est et l'est du Pará, l'est de l'Amazonas et le nord du Roraima. La superficie totale des zones d'exploitation minière dans cette région s'élève à plus de 238 mille km², soit, une superficie supérieure à 20 millions de terrains de football. Les minerais les plus présents dans les projets d'extraction en Amazonie sont le cuivre, l'aluminium, le manganèse, le nickel et le niobium.



Carte : Distribution des exploitations minières responsables de l'extraction des minerais critiques

Source : Adapté à partir des données de l'ANM, Funai et IBGE

Il est fort probable que la mise en œuvre et la consolidation de ces projets auront tendance à stimuler encore plus la déforestation dans la région. Ainsi, les peuples traditionnels seront les plus directement touchés, non seulement par la destruction des moyens qui assurent leur mode de vie, mais aussi par les maladies résultant de la contamination de l'eau.

Dans une perspective plus large, cette expansion de la frontière minière dans la Région Amazonienne finira par créer un paradoxe. Si ces projets venaient à se matérialiser, l'approvisionnement en minerais, extraits sous la justification de la "transition énergétique", entraînera une intensification de la déforestation de la Forêt Amazonienne, ce qui accélèrera les changements climatiques outre qu'il compromettra le régime des pluies à l'échelle nationale et continentale.

En résumé, le secteur minier se caractérise par une utilisation élevée de l'eau. L'actuel modèle minier du Brésil a engendré un nombre croissant de conflits entre les sociétés extractives et les communautés locales, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau.

Il est fait appel au discours sur la "transition énergétique" pour justifier l'expansion de la frontière minière sans toucher à la nécessaire transformation du modèle énergétique. Ainsi, les conséquences les plus probables seront une augmentation des conflits, une intensification des problèmes liés à l'eau et également une aggravation de la crise climatique à l'échelle régionale et mondiale. Il est donc impératif de remettre en question l'actuel modèle minier brésilien et la "transition énergétique" pour éviter que ce scénario ne devienne réalité.

Bruno Milanez

Professeur associé de l'Université Fédérale de Juiz de Fora, coordinateur du Groupe de Recherche et Extension Politique, Économie, Exploitation Minière, Environnement et Société (PoEMAS).

- (1) (p.20) em RUBIO, R. F. A gestão dos recursos hídricos e a mineração: visão internacional. [*La gestion des ressources hydriques et l'exploitation minière : vision internationale*] In: DOMINGUES, A. F.; BOSON, P. H. G., et al (Ed.). A gestão dos recursos hídricos e a mineração. [*La gestion des ressources hydriques et l'exploitation minière*] Brasília: Agência Nacional das Águas. p.19-50. 2006.
- (2) NORTHEY, S. A. et al. Water footprinting and mining: where are the limitations and opportunities? *Journal of Cleaner Production*, v. 135, p. 1098-1116, 2016.
- (3) OSSA-MORENO, J. et al. The Hydro-economics of mining. *Ecological economics*, v. 145, p. 368-379, 2018.
- (4) Les stériles sont des matériaux à granulométrie variée, formés principalement de roches et de sol qui sont retirés de la zone d'exploitation du fait qu'ils ne contiennent pas une teneur en minerais suffisante afin d'être bénéficiés. Ils sont déposés en tas à l'intérieur du complexe minier, pouvant atteindre des dizaines de mètres de hauteur.
- (5) Les déchets sont des résidus issus du processus de concentration minérale. Ils sont principalement associés au traitement humide des minerais, où ils sont séparés par densité. Pour ce faire, les minerais sont broyés puis mélangés à de l'eau et à des produits chimiques. Comme il est plus dense, le minerai se voit sédimenté et les autres matériaux forment, avec l'eau, un composé boueux qui est rejeté dans les digues à stériles. Ces barrages peuvent dépasser 100 m de hauteur et contenir des millions de m³ de déchets.
- (6) HOEKSTRA, A. Y. The water footprint of industry. In: KLEMEŠ, J. J. (Ed.). *Assessing and measuring environmental impact and sustainability*. Kidlington: Butterworth-Heinemann. p.221-254. 2015.
- (7) WANDERLEY, L. J. M.; LEAO, P. R.; COELHO, T. A apropriação da água e a violência do setor mineral no contexto do neoeextrativismo brasileiro. *Conflitos no Campo Brasil [L'appropriation de l'eau et la violence du secteur minier dans le contexte du néo extractivisme brésilien. Conflits dans la campagne brésilienne]*, v. 1, p. 158-169. 2021
- (8) Ibram (2022) Secteur minier 1S22 2T22. Disponible à https://ibram.org.br/wp-content/uploads/2022/07/IBRAM_RESULTADOS_1o_SEMESTRE_22_IMPrensa.pdf
- (9) La liste des minerais critiques est très large, elle inclut : l'aluminium, le baryum, le bore, le cadmium, le cobalt, le cuivre, le chrome, les éléments des terres rares, l'étain, le gallium, le germanium, l'indium, le lithium, le manganèse, le molybdène, le nickel, l'argent, le sélénium, le silicium, le tellure, le vanadium et le zinc, entre autres.
- (10) BUCHHOLZ, P., E BRANDENBURG, T. Demand, supply, and price trends for mineral raw materials relevant to the renewable energy transition wind energy, solar photovoltaic energy, and energy storage. *Chemie Ingenieur Technik*, v. 90, n. 1-2, p. 141-153, 2018.
- (11) OVERBEEK, W. Veículos elétricos: conduzindo sofrimento e poluição. [*Véhicules électriques : conduisant de la souffrance et de la pollution*] et Bulletin WRM, n. 256, p. 5-11, 2021. Disponible à <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/veiculos-eletricos-conduzindo-sofrimento-e-poluicao>

RECOMMANDATIONS

Tables rondes sur la justice de l'eau en Afrique du Sud

Plusieurs organisations sud-africaines ont organisé une série de trois ateliers en Afrique du Sud visant à rassembler des militants et des groupes de toutes les régions du pays qui travaillent contre l'exclusion des pauvres de l'accès à l'eau, les bénéfices exorbitants des entreprises avec l'eau et la gestion non durable des ressources en eau. Un rapport a été rédigé sur la base de ces ateliers pour partager les discussions, les propositions et les défis à venir afin de renforcer les luttes pour la justice de l'eau. Lire le rapport (en anglais) ici :

https://www.fame2022.org/en/wp-content/uploads/2022/02/BPP_Water-Justice-Roundtables-Report_-2020-final.pdf

Femmes et luttes pour la justice de l'eau en Afrique

Une recherche menée par Urgent Action Fund-Africa (UAF-Africa) souligne que ce sont les femmes qui sont les premières victimes du manque d'eau et montre que cela a un impact sur leur santé et leurs moyens de subsistance, ainsi que sur ceux de leurs familles et de l'ensemble de leur communauté. Le rapport appelle à une campagne pour la justice de l'eau qui se concentre sur le renforcement des organisations de terrain et la construction de mouvements féministes dans toute l'Afrique. Lire le rapport (en anglais) ici : <https://www.fame2022.org/en/womn-water-in-africa-an-overview-of-water-justice-struggles/>

L'agrobusiness industriel assèche les terres africaines

Une publication récente de l'Oakland Institute passe en revue 15 projets d'agrobusiness dans 11 pays africains, montrant comment l'importante perte de terres s'est traduite par un impact dramatique sur l'accès des communautés à l'eau. L'accès à l'eau étant déjà un défi majeur pour des millions d'Africains, le développement des transactions foncières à grande échelle a un impact direct sur les moyens de subsistance dans tout le continent. Lire la publication (en anglais) ici : <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/drying-out-african-lands.pdf>

Une entreprise colombienne d'huile de palme visée par une enquête pour avoir pollué des rivières

Un article du portail d'information Mongabay révèle comment, six ans après le dépôt de plaintes contre la société Oro Rojo pour avoir pollué des rivières, des zones humides et l'air, avec son usine d'huile de palme, rien n'a changé. En juin 2016, Corporación Autónoma de Santander (CAS), l'une des autorités environnementales du nord de la Colombie, a trouvé des déchets toxiques de cette usine d'huile de palme dans un affluent qui se jette dans la rivière Magdalena et qui alimente la zone humide de Paredes. Lire l'article (en anglais) ici :

<https://news.mongabay.com/2022/03/colombian-palm-oil-company-under-investigation-for-polluting-rivers/>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 262 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Défendre l'eau, c'est défendre la terre et la vie » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

«

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé « Les territoires en lutte contre les monocultures d'arbres, les méga-barrages et les aires protégées » ?

Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe Oderich, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy / <http://wrm.org.uy/fr/>